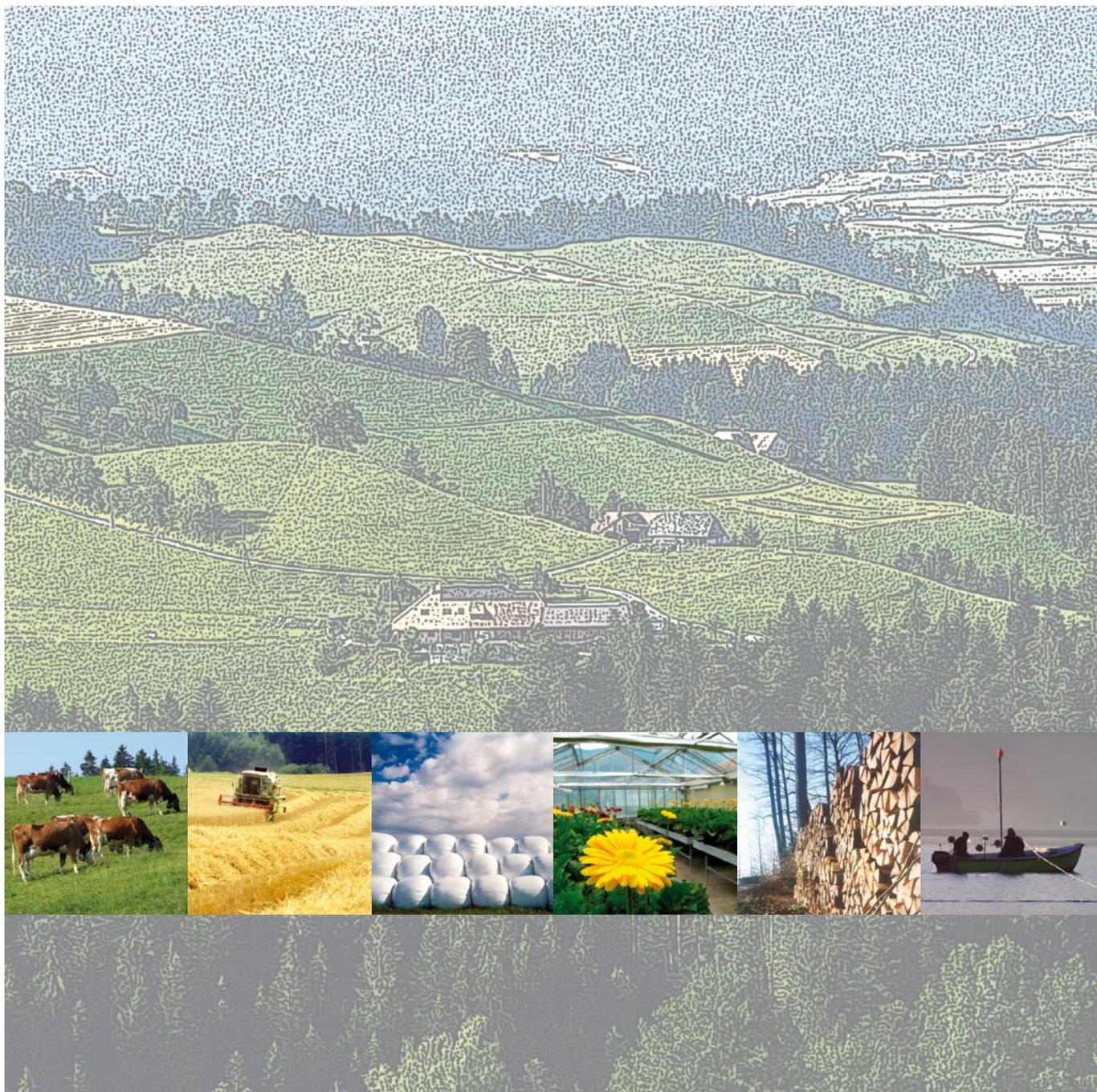


Le secteur primaire

Résultats des comptes économiques 1990–2005
et estimation de l'agriculture 2006



La série «Statistique de la Suisse»
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)
couvre les domaines suivants:

- 0 Bases statistiques et produits généraux
- 1 Population
- 2 Espace et environnement
- 3 Vie active et rémunération du travail
- 4 Economie nationale
- 5 Prix
- 6 Industrie et services
- 7 Agriculture et sylviculture
- 8 Energie
- 9 Construction et logement
- 10 Tourisme
- 11 Transports et communications
- 12 Monnaie, banques, assurances
- 13 Protection sociale
- 14 Santé
- 15 Education et science
- 16 Culture, société de l'information, sport
- 17 Politique
- 18 Administration et finances publiques
- 19 Criminalité et droit pénal
- 20 Situation économique et sociale de la population
- 21 Développement durable et disparités régionales et internationales

Le secteur primaire

Résultats des comptes économiques 1990–2005 et estimation de l'agriculture 2006

Rédaction Franz Murbach

Editeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Editeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Complément d'information: Franz Murbach, OFS, tél. 032 713 65 97
e-mail: franz.murbach@bfs.admin.ch

Auteur: Franz Murbach, OFS

Diffusion: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel
Tél. 032 713 60 60 / fax 032 713 60 61 / e-mail: order@bfs.admin.ch

Numéro de commande: 827-0500

Prix: Fr. 9.– (TVA excl.)

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 7 Agriculture et sylviculture

Langue du texte original: Français

Page de couverture: Roland Hirter, Berne
LID Information et communication agricoles, Berne
Agroscope Changins-Wädenswil (ACW)
Economie forestière Suisse, Soleure
Daniel Luther, Weesen

Graphisme/Layout: OFS

Copyright: OFS, Neuchâtel 2006
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée

ISBN: 3-303-07073-3

Table des matières

Avant-propos	5	Annexes	31
1 Introduction	6	Annexe A: Tableaux	31
2 Le secteur primaire	8	Annexe B: Abréviations et terminologie	37
2.1 Composition du secteur primaire	8	Annexe C: Délimitation du secteur primaire	42
2.2 Derniers résultats	9	Annexe D: Références	43
2.3 Le secteur primaire dans l'économie nationale	9	Tableau texte	
2.4 La production	11	Tableau 1: Compte de production du secteur primaire 2004	8
2.5 La consommation intermédiaire	13	Encadrés	
2.6 L'excédent d'exploitation et le revenu mixte	15	Encadré 1: Cadre central et évaluation économique du secteur primaire	7
2.7 Des dettes au revenu d'entreprise	18	Encadré 2: L'importance de l'emploi non salarié	16
2.8 De l'accumulation à l'usure du patrimoine productif	19	Encadré 3: Les subventions dans le secteur primaire	16
3 L'agriculture en 2006	23	Encadré 4: Ressources et emplois dans le secteur primaire: chaque branche a une signature distinctive	18
3.1 Une météo 2006 instable	23	Encadré 5: Structures particulières des patrimoines productifs des branches du secteur primaire	21
3.2 La production agricole	23	Encadré 6: Les Comptes économiques de l'agriculture	23
3.3 De la consommation intermédiaire au revenu	27	Schémas	
		Schéma 1: Aperçu du système des comptes économiques et satellites du secteur primaire	7
		Schéma 2: Derniers résultats pour le secteur primaire	8

Graphiques

G1: Production, consommation intermédiaire et valeur ajoutée brute du secteur primaire	10	G16: Formation brute et consommation de capital fixe	22
G2: Parts du secteur primaire à la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée brute totales en Suisse	10	G17: Les stocks du secteur primaire	22
G3: Part du secteur primaire à la valeur ajoutée brute par pays	10	G18: Structure du patrimoine productif des branches du secteur primaire	22
G4: Production des branches du secteur primaire: indices des prix et des volumes	12	G19: Valeur de production de l'agriculture (CEA)	24
G5: Évolution nominale de la valeur de production des domaines de la branche «Agriculture»	12	G20: Production végétale, indices des prix et des volumes	24
G6: Évolution nominale de la valeur de production marchande du secteur primaire	12	G21: Production animale, indices des prix et des volumes	24
G7: Consommation intermédiaire des branches du secteur primaire, indices des prix et des volumes	14	G22: De la production au revenu net d'entreprise dans l'agriculture (CEA)	29
G8: Biens et services de consommation intermédiaire du secteur primaire, répartition nominale	14	G23: Productivité partielle du travail et revenu dans l'agriculture (CEA)	29
G9: Évolutions de la production, de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée brute du secteur primaire	14	G24: Revenu d'entreprise de l'agriculture (CEA)	29
G10: Subventions dans le secteur primaire	17		
G11: Évolution de la rémunération des salariés dans le secteur primaire	17		
G12: Excédent brut d'exploitation et revenu mixte dans le secteur primaire	17		
G13: Intérêts de la dette dans le secteur primaire	20		
G14: Revenu d'entreprise du secteur primaire	20		
G15: Ressources et emplois dans les branches du secteur primaire, 2004: répartition et résultats principaux	20		

Tableaux

T1: Comptes de branche du secteur primaire 1998-2005, opérations courantes	32
T2: Comptes de branche du secteur primaire 1998-2005, éléments d'accumulation et de patrimoine	33
T3: Comptes économiques de l'agriculture 2000-2006, opérations courantes et éléments d'accumulation	34
T4: Comptes économiques de l'agriculture 2000-2006, production	35

Avant-propos

Le secteur primaire suisse se trouve à la croisée d'un faisceau d'enjeux qui concernent non seulement quelques dizaines de milliers d'entreprises agricoles, sylvicoles et piscicoles, mais également des branches économiques en amont et en aval de ces activités primaires, l'environnement et enfin la population suisse en général.

La part du secteur primaire à la valeur ajoutée de l'économie suisse est parmi les plus faibles au monde et, hormis lors de quelques années exceptionnelles, n'a cessé de reculer ces dernières décennies.

Néanmoins, il incombe à ce secteur de mettre en valeur de manière durable les ressources naturelles et les espaces cultivés disponibles, soit près des trois quarts du territoire: en assurant un approvisionnement de qualité pour plus de la moitié des besoins alimentaires de la population suisse tout en minimisant les impacts négatifs sur l'environnement; en livrant du bois brut sans mettre en péril les fonctions de protection, de biodiversité et de détente des forêts; en exploitant les ressources des lacs sans prêterit les pêches des générations futures.

Le secteur primaire a traversé nombre de bouleversements depuis la fin du 19^{ème} siècle. A cette époque, les importations massives de céréales meilleur marché et l'industrialisation contraignirent à l'exode une bonne partie des familles paysannes. La surexploitation forestière, avec les crues et les éboulements destructeurs qu'elle occasionna, obligea par ailleurs la Confédération à légiférer il y a plus d'un siècle, visant une gestion durable de la forêt, principe encore valable aujourd'hui.

Fort des enseignements tirés de la période de la Première Guerre Mondiale et des années de crise, où l'approvisionnement alimentaire fut insuffisant, inégal et soumis à de fortes inflations, la Seconde Guerre Mondiale, avec le plan Wahlen, lança une ère de productivisme agricole, visant à augmenter le degré d'autoapprovisionnement du pays. Les progrès techniques firent le reste, et cela déboucha dans les années quatre-vingts à des situations de surproduction. Des réformes de la politique agricole ne tardèrent pas, et les nouveaux principes constitutionnels furent approuvés par le peuple en 1996: revoir les rôles de l'Etat et de l'agriculture, en libé-

ralisant graduellement les marchés agricoles et en introduisant les paiements directs généraux et écologiques; assurer la sécurité de l'approvisionnement de la population tout en ménageant les ressources naturelles, les paysages ruraux et l'occupation décentralisée du territoire.

Mais comment ont évolué concrètement les réalités économiques de ce secteur primaire suisse ces derniers 15 ans? Et où en est-il aujourd'hui?

- Quelle valeur ajoutée est générée? Comment sa part à l'économie totale a-t-elle évolué?
- Quel revenu est finalement dégagé de ces activités économiques primaires? Comment a-t-il évolué par rapport au renchérissement?
- Quelle est l'importance du soutien direct de l'Etat aux entreprises du secteur primaire?
- Comment ont évolué la production primaire et ses différentes composantes? Quel rôle jouent les ménages (indépendants) actifs dans ce secteur?
- Comment se sont développés les différents besoins en facteurs de production, comme les biens et services de consommation intermédiaire, les emplois ou le patrimoine productif?

Le système des comptes économiques et satellites du secteur primaire, que l'Office fédéral de la statistique (OFS) introduit par étapes depuis 2003, permet d'apporter des éléments de réponses à ces questions et à bien d'autres encore. La présente publication, basée sur les résultats de cette statistique de synthèse, dévoile d'une part l'outil statistique, mais surtout, par une mise en perspective de ses séries statistiques, un certain nombre de faits ayant marqué l'histoire récente du secteur primaire suisse.

Nous tenons à remercier ici toutes les institutions et les personnes qui ont apporté leurs connaissances aussi bien pour l'établissement de ces comptes que la validation des résultats statistiques, et en particulier l'Union suisse des paysans, qui collabore à la production des Comptes économiques de l'agriculture.

Michel Kammermann, Vice-directeur

1 Introduction

Le système statistique

Le système de comptes économiques et satellites du secteur primaire est une statistique de synthèse visant à présenter un ensemble de flux monétaires et certains flux physiques entre le secteur primaire (agriculture, sylviculture, pêche et pisciculture) et le reste de l'économie, ainsi que les flux internes au secteur. Introduit progressivement dès 2003, ce système, satellite aux Comptes nationaux, est subdivisé en 3 cadres principaux (schéma 1):

- Le cadre *central* (encadré 1) livre des indicateurs sectoriels importants pour le suivi de la durabilité économique de l'agriculture suisse (CEA, Comptes économiques de l'agriculture) et assure la passerelle vers le compte de production des Comptes nationaux pour les branches du secteur primaire.
- Le cadre *satellite* vise à approfondir certaines spécificités du secteur primaire, comme ses enjeux environnementaux, sociaux et régionaux. Un premier module a été introduit en 2006: les comptes régionaux de l'agriculture.
- Le cadre *entrées-sorties* cherche à approfondir les relations entre le secteur primaire et le reste de l'économie (branches en amont et en aval), en mettant notamment l'accent sur les filières.

La structure de la publication

Après avoir situé le système statistique et ses principes de base, les résultats économiques 1990-2005 du secteur primaire sont présentés.

Puis, sur la base de l'estimation de l'année en cours 2006, les derniers résultats issus des Comptes économiques de l'agriculture (CEA) sont commentés.

En annexes, quelques tableaux de résultats choisis sont publiés, les séries complètes se trouvant à disposition sur le portail de l'OFS. Un glossaire des termes et définitions les plus importants et un rappel des références essentielles closent cette publication.

La présente publication se concentre sur les résultats principaux issus en particulier des comptes de branche du secteur primaire et des CEA. Elle laisse tout loisir aux usagers de la statistique publique de forger et d'approfondir leurs propres analyses, sur la base des séries statistiques diffusées sur le portail de l'OFS.

Encadré 1:

Cadre central et évaluation économique du secteur primaire

Séquence comptable

La séquence comptable (cf. terminologie en annexe) des modules du cadre central du système des comptes économiques et satellites du secteur primaire couvre:

- des opérations courantes (production, consommation intermédiaire, rémunération des salariés, subventions, impôts, intérêts, fermages) ainsi que des soldes (valeur ajoutée, excédent d'exploitation, revenu mixte, revenu d'entreprise),
- des éléments d'accumulation (formation brute de capital fixe, variation des stocks, transferts en capital à recevoir) et la consommation de capital fixe («amortissements»),
- et des éléments du patrimoine (actifs fixes, stocks).

Principes

Les modules du cadre central répondent aux principes d'évaluation économique des Comptes nationaux, selon le Système européen des comptes (SEC 1995, cf. bibliographie en annexe).

La valorisation de l'ensemble des flux et des soldes de la séquence comptable des modules du cadre central est effectuée à prix courants (en termes nominaux).

Pour les opérations sur biens et services (production, consommation intermédiaire, investissements), les amortissements, les actifs fixes et la valeur ajoutée, la valorisation

est également effectuée à prix constants (prix de l'année précédente et prix de l'année 2000 entre autres références). On obtient ainsi des évolutions en volume (quantités et qualités), donc des évolutions en termes réels, où l'effet de l'évolution des prix a été neutralisé.

Dans cette publication, les variations et les évolutions sont exprimées à prix courants (nominal) et, pour autant que cela soit explicitement spécifié, aux prix de l'année précédente resp. à prix constants (réel).

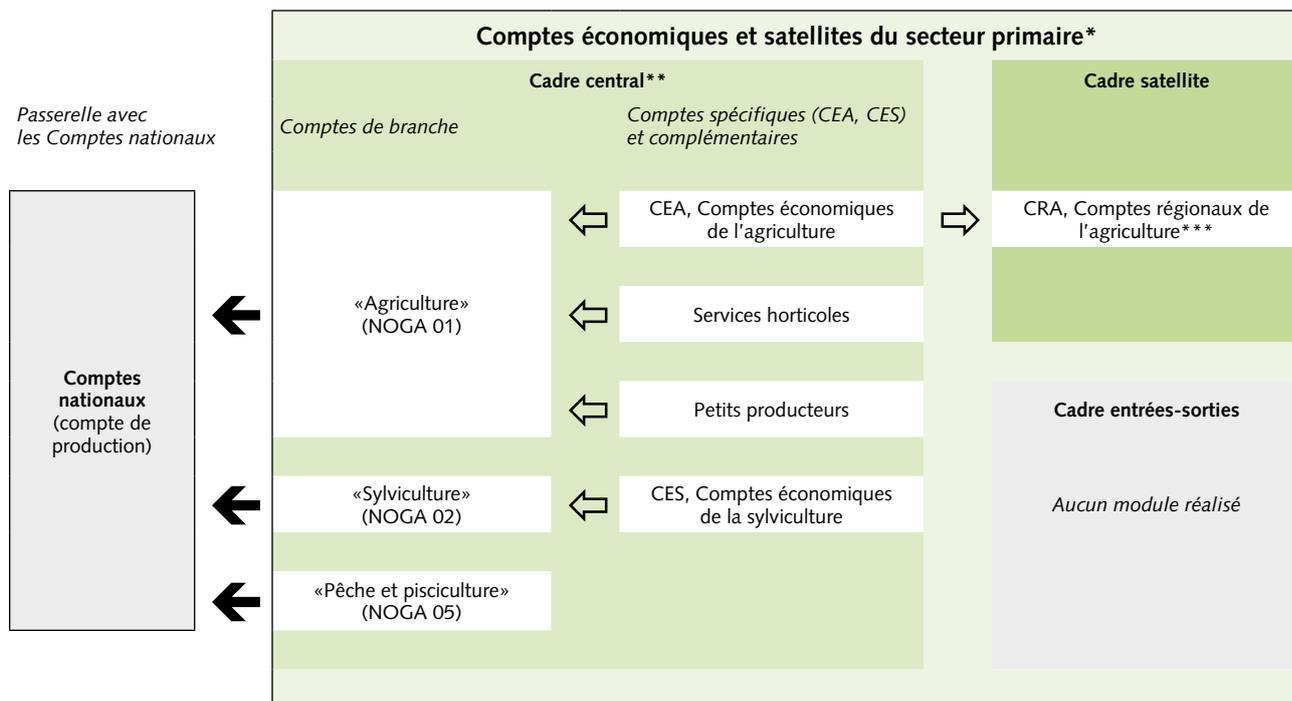
Statuts des données

Pour les comptes de branche du secteur primaire (état 27.04.2006), les données des années 1990 à 2003 sont définitives, celles de 2004 provisoires et celles de 2005 estimées. Par rapport aux résultats publiés dans le cadre du compte de production des Comptes nationaux, les variations aux prix de l'année précédente ont été révisées.

Pour les comptes économiques de l'agriculture (état 13.09.2006), 1985 à 2004 sont définitifs, 2005 provisoire et 2006 estimé.

Une révision partielle des modules du cadre central, coordonnée avec les Comptes nationaux, sera introduite en 2007. Elle vise à introduire des méthodes d'évaluation améliorées (p.ex. pour le patrimoine productif et les fourrages), à tenir compte des révisions de statistiques de base (p.ex. la statistique forestière), et à introduire dans la consommation intermédiaire les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

Schéma 1: Aperçu du système des comptes économiques et satellites du secteur primaire



* Seuls les modules effectivement réalisés sont représentés ici.
 ** La délimitation du secteur primaire (activités couvertes, non couvertes) est détaillée en annexe C.
 *** Les Comptes régionaux de l'agriculture (CRA) font l'objet d'une publication séparée (OFS, Neuchâtel 2006).

2 Le secteur primaire

2.1 Composition du secteur primaire

Prépondérance de l'agriculture

Dans le secteur primaire de l'économie suisse, l'agriculture tient une place prépondérante, comme le montre la composition du compte de production. Avec près de 95% de la valeur de production, de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée brute, les réalités et évolutions de l'agriculture expliquent en grande partie les résultats économiques du secteur primaire (tableau 1). Au cours de la période 1990-2005, les évolutions des agrégats majeurs au niveau du secteur primaire ont presque toujours correspondu à celles de l'agriculture. La sylviculture a toutefois été en mesure de brouiller les cartes lors des événements exceptionnels qu'elle a subi en 1990 et fin 1999 (ouragans Viviane et Lothar), avec les répliques économiques qui ont suivi.

Tableau 1:
Compte de production du secteur primaire 2004*

Branches	Production	Consommation intermédiaire	Valeur ajoutée brute (VAB)	Part VAB / production
	En millions de francs, à prix courants			
Secteur primaire	13 427	7 561	5 866	43,7%
Agriculture	12 690	7 123	5'567	43,9%
Agriculture (CEA)	10 592	6 193	4'398	41,5%
Services horticoles	1 830	785	1'045	57,1%
Petits producteurs	268	144	124	46,2%
Sylviculture	703	429	274	39,0%
Pêche et pisciculture	35	10	25	71,7%
Répartition				
Secteur primaire	100,0%	100,0%	100,0%	
Agriculture	94,5%	94,2%	94,9%	
Agriculture (CEA)	78,9%	81,9%	75,0%	
Services horticoles	13,6%	10,4%	17,8%	
Petits producteurs	2,0%	1,9%	2,1%	
Sylviculture	5,2%	5,7%	4,7%	
Pêche et pisciculture	0,3%	0,1%	0,4%	

* provisoire, état 27.04.2006

Schéma 2: Derniers résultats pour le secteur primaire

Flux et soldes comptables	2004 ¹⁾	2005 ²⁾	Variations en % 2005/2004 ²⁾	
	En millions de francs, à prix courants		A prix courants	Réel ³⁾
Valeur de production	13 427	12 884	-4,0	-1,6
- Consommation intermédiaire	7 561	7 344	-2,9	-1,2
= Valeur ajoutée brute	5 866	5 540	-5,5	-2,0
- Consommation de capital fixe	2 253	2 300	2,1	-0,6
= Valeur ajoutée nette	3 612	3 241	-10,3	-2,9
- Rémunération des salariés	2 266	2 254	-0,5	
- Autres impôts sur la production	377	374	-0,7	
+ Autres subventions sur la production	2 945	2 888	-1,9	
= Excédent net d'exploitation / revenu mixte	3 914	3 500	-10,6	
+ Revenus de la propriété à recevoir ⁴⁾	19	21	10,4	
- Revenus de la propriété à payer ⁴⁾	538	539	0,1	
= Revenu net d'entreprise	3 395	2 983	-12,2	

¹⁾ provisoire, ²⁾ estimation, ³⁾ aux prix de l'année précédente, seulement pour opérations sur biens et services, ⁴⁾ intérêts et fermages

2.2 Derniers résultats

Embellie en 2004, recul en 2005

La valeur ajoutée brute du secteur primaire (agriculture, sylviculture, pêche et pisciculture) s'est nettement reprise en 2004 par rapport à l'année 2003 (graphique G1), qui avait été marquée par une forte sécheresse et avait été la plus mauvaise campagne agricole de ces dernières années. Cette embellie s'explique surtout par la forte hausse du volume de la production végétale et l'expansion, en parallèle avec la construction, des services horticoles (paysagisme). La production animale s'est globalement maintenue, avec une légère augmentation des quantités livrées de lait, annulée par la poursuite du recul de son prix. L'évolution structurelle se poursuivant de manière continue, la substitution du travail par des biens et services intermédiaires ne se relâche pas. De plus, avec des récoltes herbagères à nouveau satisfaisantes, les livraisons internes aux entreprises agricoles en fourrages ont augmenté, tandis que les achats de fourrages concentrés bénéficiaient de prix à la baisse. Enfin, l'évolution positive de l'économie forestière en 2004 a largement contrebalancé le recul de la pêche lacustre.

Les estimations pour l'année 2005 sont surtout influencées par l'évolution de la production agricole. Les récoltes de céréales et de plantes industrielles ont été moins bonnes qu'en 2004, les abattages de bovins ont reculé ainsi que le prix du lait. L'augmentation de la production porcine a fait sensiblement baisser les prix des porcs de boucherie. Il en résulte une baisse de la valeur ajoutée brute nominale du secteur primaire de 5,5% par rapport à 2004 (-2% aux prix de l'année précédente).

2.3 Le secteur primaire dans l'économie nationale

La part du secteur primaire baisse, mais plus lentement qu'auparavant

La valeur ajoutée brute de l'économie suisse a augmenté de 401 à 459 milliards de francs entre 1999 et 2005 (avant ajustements), soit une croissance nominale de 14,6%. En 1999, la part du secteur primaire était encore de 1,5%; elle a baissé de près de 19% en l'espace de 6 ans, pour atteindre une valeur ajoutée brute de 5,5 milliards de francs en 2005, soit une part directe de 1,2% à la création de valeur ajoutée brute de l'économie suisse (graphique G2).

La plus forte baisse de la part du secteur primaire à la valeur ajoutée suisse a eu lieu dans les années 1990, avec l'introduction de la nouvelle politique agricole, donc le désengagement graduel des pouvoirs publics des marchés des produits agricoles, soutiens remplacés par des paiements directs, qui ne sont pas comptabilisés dans la valeur de production¹. La part de la valeur de production du secteur primaire à la production totale de l'économie suisse avait ainsi reculé de 2,7% en 1990 à 1,7% en 1999, pour atteindre 1,5% en 2005. Les bonnes récoltes agricoles et l'exploitation extraordinaire des forêts suite à l'ouragan Lothar ont abouti au sursaut de l'an 2000. Enfin, une grave sécheresse a causé le creux de 2003.

La part de la consommation intermédiaire du secteur primaire à celle de l'économie suisse était de 1,8% en 2005, en recul de plus de 8% par rapport à 1999. La baisse moins prononcée de la consommation intermédiaire du secteur primaire par rapport au recul de la valeur de production et a fortiori de la valeur ajoutée brute reflète une succession et une juxtaposition de plusieurs phénomènes. Avant tout, les prix des produits agricoles ont reculé, tandis que ceux des intrants, en moyenne, continuaient d'augmenter. L'évolution structurelle et la rationalisation ont fait le reste, par la spécialisation (services agricoles et sylvicoles) et la substitution du travail par des intrants.

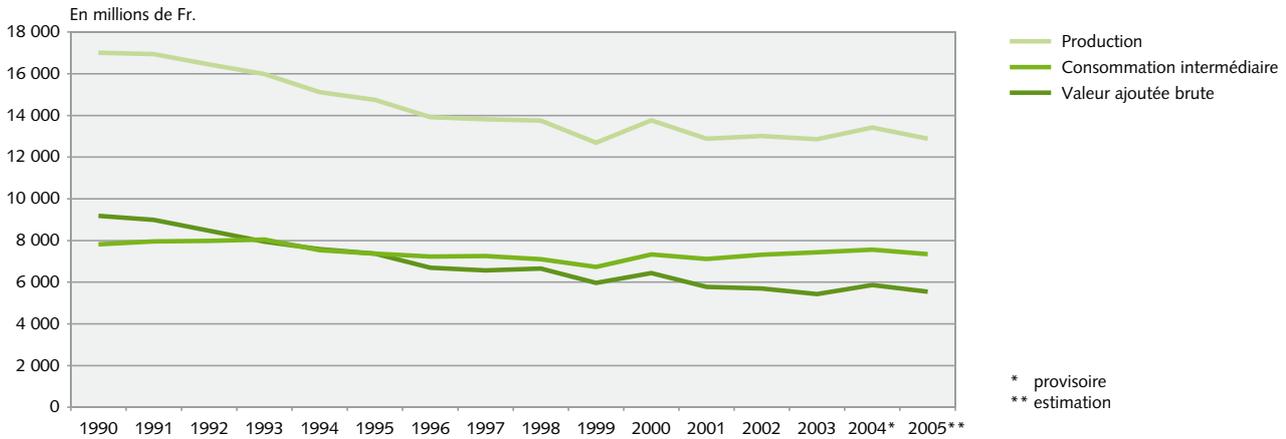
La Suisse n'est pas une exception

La Suisse fait partie des pays européens dont la part du secteur primaire dans la valeur ajoutée brute de l'économie est la plus faible. En 2004, il n'y avait guère que l'Allemagne (1,2%), la Belgique et le Royaume-Uni (1%) et le Luxembourg (0,6%) qui étaient plus bas. A l'opposé, les pays d'Europe centrale, des Balkans, du pourtour méditerranéen et de la Mer Noire ainsi que les trois pays baltes ont des parts relativement élevées, avec la Roumanie en tête avec 14,3%. L'Islande, avec plus de 6,5%, doit sa position à l'importance de son activité de pêche (graphique G3).

¹ Au contraire des primes de culture ou des primes pour le lait de non-en-silage qui sont enregistrés dans la production valorisée aux prix de base, les paiements directs généraux ou écologiques ne sont pas directement attribuables à des produits, et sont par conséquent enregistrés en «Autres subventions sur la production» dans le compte d'exploitation (cf. terminologie en annexe).

Production, consommation intermédiaire et valeur ajoutée brute du secteur primaire, à prix courants, 1990–2005

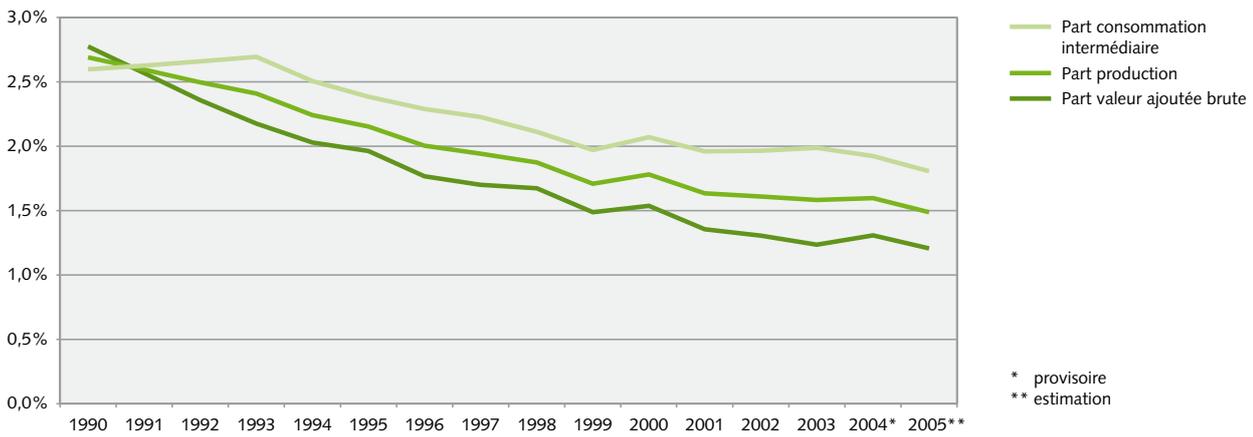
G 1



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Parts du secteur primaire à la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée brute totales en Suisse, à prix courants, 1990–2005

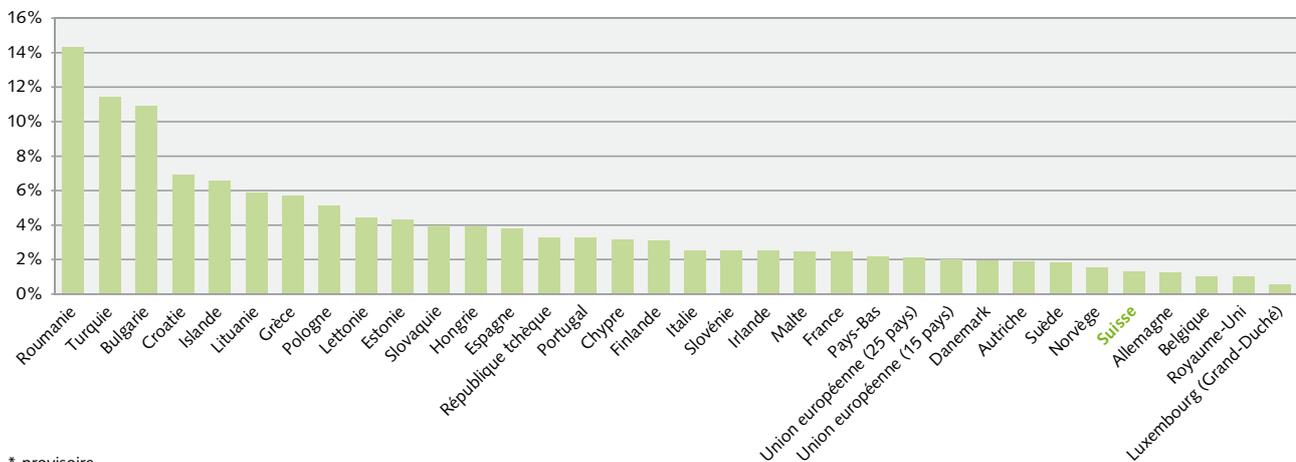
G 2



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Part du secteur primaire à la valeur ajoutée brute totale par pays, 2004*

G 3



© Office fédéral de la statistique (OFS), Eurostat

2.4 La production

Des évolutions contrastées

La contraction de la valeur de production nominale depuis 1990 (-21% en 2004 par rapport à 1990, graphique G1) a surtout été causée par la baisse des prix agricoles (-16,3%). En effet, en termes réels, le volume produit n'a que peu reculé dans la même période (-5,7%, graphique G4). Les grandes tendances sont avant tout données par l'agriculture, qui pèse près de 95% en 2004 de la production totale du secteur primaire. Toutefois, cette production est la résultante de nombreuses évolutions contrastées, image de l'hétérogénéité de ce secteur.

La production de la sylviculture a été très fortement marqué par les deux ouragans («Viviane» en 1990, «Lothar» fin 1999). Ces deux catastrophes naturelles ont eu des effets sur la branche sylvicole pendant plusieurs années, la surproduction forcée qui s'ensuit bouleversant l'équilibre des marchés du bois par une offre en bois pléthorique, suffisant pour approvisionner le marché sur plusieurs années. Si, après le passage de «Viviane», les prix du bois avaient trouvé en seulement deux ans un niveau «normal», ce n'est qu'en 2005, soit plus de 5 ans après Lothar, que ce niveau de prix a à nouveau pu être rejoint, après être descendu encore plus bas qu'en 1990.

La pêche et la pisciculture forment la plus petite branche du secteur primaire, avec 0,3% de la production totale en 2004. Durant la période observée, les fluctuations ont surtout été causées par l'évolution des quantités de poissons pêchés dans les lacs suisses (2900 tonnes en 1990, 1600 tonnes en 2004), les quantités issues des piscicultures étant restées relativement stables (environ 1200 tonnes par an). La pêche lacustre a baissé de manière significative ses captures par rapport à la pratique des années 1980, se concentrant sur une exploitation durable des ressources halieutiques. En compensation, la part directement valorisée de la pêche (transformation en filets, produits fumés, vente directe) a augmenté, évolution qui a été encouragée par une consommation croissante en produits piscicoles de la population suisse. Il en résulte une hausse nominale de la valeur de production.

Expansion des services horticoles

Les évolutions des domaines composant la branche «Agriculture» sont également contrastées. L'agriculture au sens des Comptes économiques de l'agriculture (CEA), avec son poids de 83,5% de la production totale de la branche «Agriculture» en 2004, influence toutefois

de façon prépondérante l'évolution générale.

Les petits producteurs agricoles produisent majoritairement (à plus de 60%) pour usage propre (raisins, fruits, légumes, miel). Leur production marchande (moins de 40% de leur production totale) se concentre sur la vente de miel et de raisins pour la transformation vinicole. Leurs produits sont particulièrement sensibles aux conditions agro-météorologiques, qui sont reflétées par les fluctuations de leur production (graphique G5).

Les services horticoles (paysagisme, entretien des jardins et espaces verts) connaissent actuellement une forte expansion, plus de 20% par rapport au creux de 1999 (graphique G5). Cette activité est liée à la conjoncture en général, et à l'évolution du secteur de la construction en particulier; mais l'évolution démographique peut également influencer cet essor, le vieillissement de la population et le développement de l'habitat individuel ou mitoyen en marge des agglomérations encourageant la sous-traitance des travaux de jardinage.

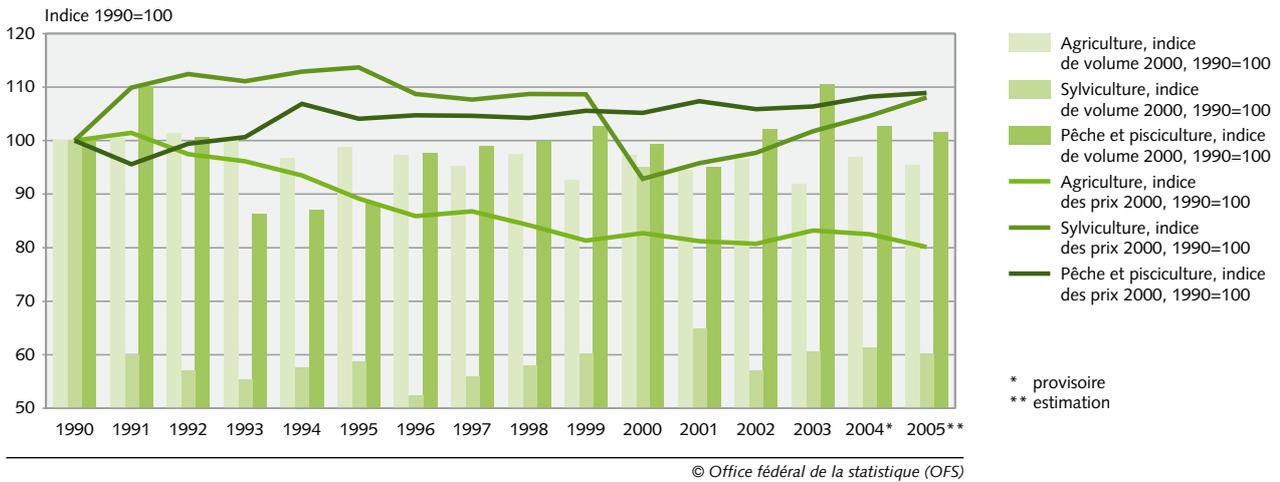
Une plus grande spécialisation

La hausse des échanges entre les entreprises d'une même branche du secteur primaire (graphique G6) est avant tout due à la croissance des services agricoles et forestiers (travaux à façon), et met en évidence la plus grande spécialisation des processus de production, et le recours à une mécanisation de plus en plus pointue et chère, qui n'est rentable que par une utilisation intensive. Cette tendance est perceptible non seulement en agriculture (mise en place des cultures, récoltes) mais également en sylviculture (coupe, façonnage et débardage).

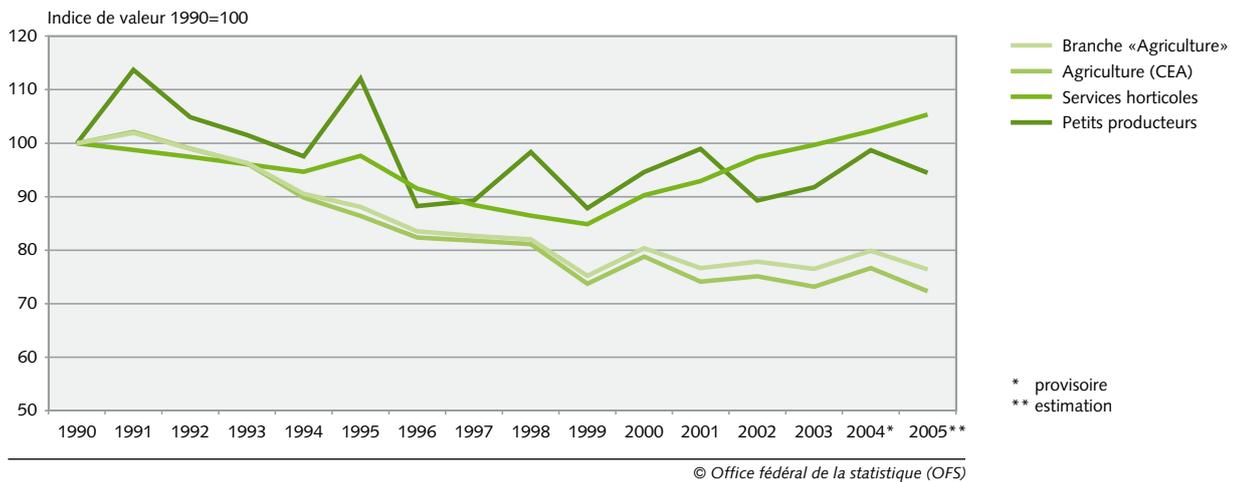
La prédominance des ménages agricoles

L'agriculture suisse est basée sur une structure d'exploitations paysannes et familiales, expliquant le rôle prépondérant des ménages (indépendants) dans la production agricole. Cette part, qui était de 87% en 1990, a baissé de 7%, pour atteindre 78% en 2004. La part (à prix courants) des sociétés non financières actives en agriculture est donc en hausse; en effet, ces entreprises sont concentrées sur des activités qui ont moins subi la baisse des prix (horticulture et engraissement notamment). Les ménages agricoles sont par contre largement majoritaires dans les activités agricoles particulièrement sujettes aux réformes de la politique agricole (grandes cultures, élevage, lait).

Production des branches du secteur primaire: indices des prix et des volumes, 1990–2005 G 4



Evolution de la valeur de production des domaines de la branche «Agriculture», à prix courants, 1990–2005 G 5



Evolution de la valeur de la production marchande du secteur primaire, à prix courants, 1990–2005 G 6



Par contre, les ménages sont minoritaires en sylviculture, où la grande part de la production est assurée par des sociétés non financières publiques ou privées; cette sylviculture, dont 85% de la production est marchande, le solde étant dévolu à l'autoconsommation (bois de feu) et à la production de biens d'investissements pour compte propre (p.ex. ouvrages de protection).

2.5 La consommation intermédiaire

Des fourrages à la substitution du travail

En 2004, le secteur primaire consacrait 7,6 milliards de francs à l'acquisition de biens et services de consommation intermédiaire (graphique G1), soit 57% de sa valeur de production, l'une des proportions les plus élevées de toutes les branches économiques. Cette part a augmenté de 23% (mais seulement de 6% en volume) depuis 1990, lorsqu'elle se situait encore aux alentours des 46%. Ce sont bien sûr les évolutions divergentes des prix agricoles par rapport à ceux des intrants qui en sont la cause principale (graphiques G4, G7).

Ce phénomène est décrit par le déflateur de la valeur ajoutée brute, en recul de 30% depuis 1990 (graphique G9). Mais cette réalité reflète également une modification structurelle, plus subtile, intervenue vers la fin des années 1990.

En effet, le volume de la consommation intermédiaire a longtemps suivi l'évolution du volume de la production, les chassés-croisés étant le reflet des conditions agrométéorologiques, une baisse de la production pour intraconsommation de fourrages étant compensée par des achats de fourrages en dehors de l'exploitation. Ces fourrages ont une influence primordiale sur la performance économique de l'agriculture suisse, basée en bonne partie sur l'économie herbagère.

Cette alimentation animale représente plus du tiers de la consommation intermédiaire totale (36% en 2004, graphique G8). 44% des fourrages sont produits et consommés au sein de la même entreprise. Donc, en définitive, les réalités de la production fourragère ont une influence essentielle sur l'évolution de la valeur ajoutée brute de l'agriculture en particulier, et de par leur poids, du secteur primaire en général.

Après une première phase de restructuration qui a contracté le volume de la production agricole aux alentours de 93% de celui obtenu à la fin de la longue période d'après-guerre de l'expansion productiviste de l'agriculture, une nouvelle phase semble s'être engagée:

celle de la conservation du niveau de volume de production, tout en poursuivant son évolution structurelle.

Bien que la diminution des exploitations agricoles et du nombre d'emplois dans l'agriculture semble connaître actuellement un ralentissement par rapport à la période 1995-2000, elle se poursuit et doit donc être compensée par un outil de production plus performant (reprise de l'entretien des bâtiments et des équipements) et par la sous-traitance de processus complexes et coûteux (récoltes), entraînant une hausse du volume des services agricoles de 46% depuis 1990.

Horticulture: plus de services, mais moins de plantes ornementales indigènes

Dans la branche agriculture, la tendance à la hausse de la consommation intermédiaire et de sa part à la valeur de production est de plus soutenue par l'essor des services horticoles, développement dont la production indigène de biens horticoles (fleurs en pots et plantes vertes) n'a pas pleinement bénéficié, les achats internes au secteur primaire suisse des services horticoles auprès des producteurs de plantes continuant de reculer. Seule la branche pépiniériste (arbustes ornementaux, plantes vivaces) parvient à se maintenir et conserver ses parts de marché.

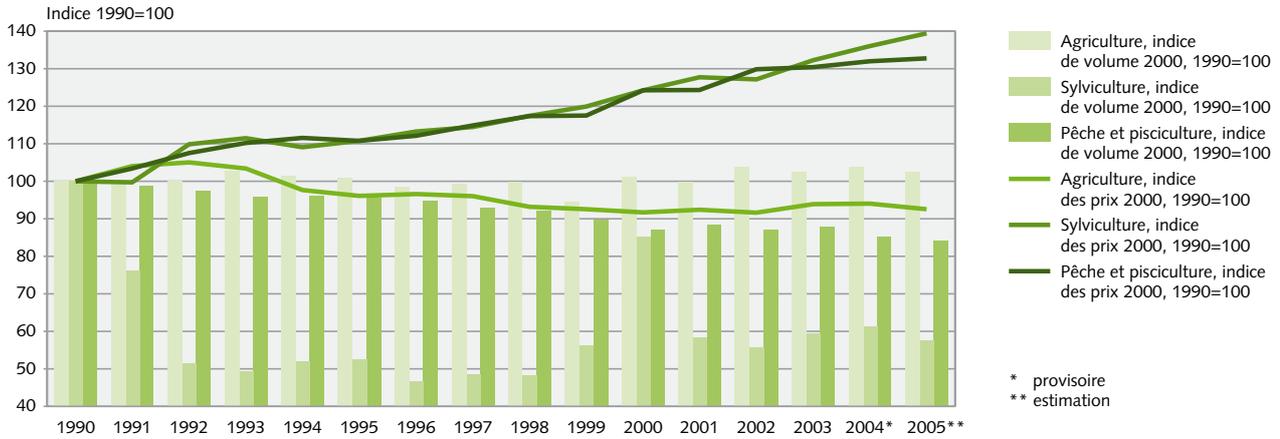
Essor de la sous-traitance en sylviculture

En sylviculture, la tendance à la spécialisation se précisait déjà à la fin des années 1990 lorsque survint l'ouragan Lothar le 26 décembre 1999, engageant l'économie forestière suisse dans une refonte structurelle fondamentale. Réduire les chablis dans des délais acceptables pour conserver la qualité du bois a nécessité la mise en œuvre de moyens (personnel et équipements) qui dépassaient de loin les possibilités des exploitations forestières publiques et privées. De plus, des nouvelles machines de récolte (les processeurs) devenaient disponibles, mais dont le prix d'acquisition considérable ne se justifiait que par une utilisation intensive.

La sous-traitance des travaux forestiers auprès des entrepreneurs forestiers se généralisa. Ainsi, la part de la valeur de production dévolue par la branche sylviculture à la consommation intermédiaire a changé de niveau entre 1998 et 2002, passant de 42% à 60%.

Consommation intermédiaire des branches du secteur primaire, indices des prix et des volumes, 1990–2005

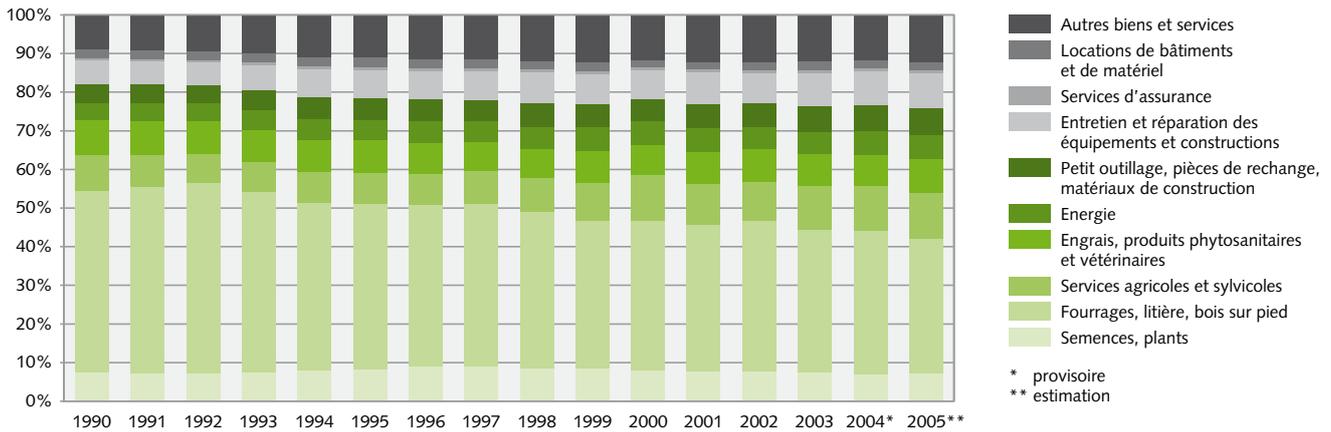
G 7



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Biens et services de consommation intermédiaire du secteur primaire, répartition nominale, 1990–2005

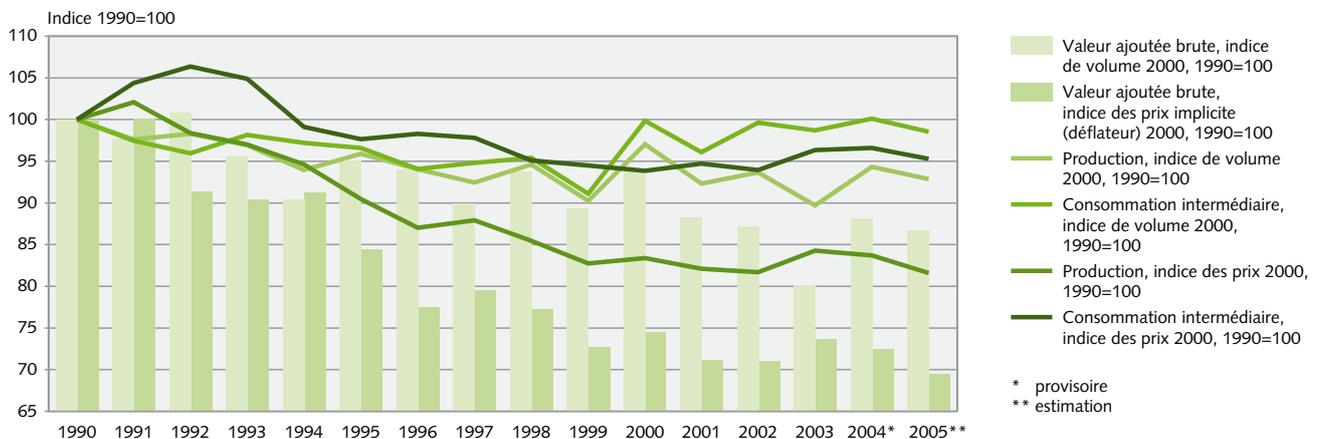
G 8



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Evolutions de la production, de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée brute du secteur primaire, 1990–2005

G 9



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Meilleure productivité des intrants en pêche et pisciculture

Si les acquisitions de fourrages jouent également un rôle important dans la pisciculture (garde et engraissement de poissons en bassin), la pêche lacustre se singularise avec une part particulièrement faible de consommation intermédiaire par rapport à la valeur de production (environ 20%), puisque les coûts de production les plus significatifs concernent les filets et les bateaux, qui sont des biens d'investissement. La branche pêche et la pisciculture est parvenue à augmenter régulièrement la productivité de ses intrants, avec un recul réel de 15% en 2004 par rapport à 1990, tandis que son volume de production a eu tendance à se maintenir.

Un double enjeu

En définitive, avec une consommation intermédiaire qui stagne et une valeur de production qui a tendance à reculer, le solde - donc la valeur ajoutée brute - ne peut que diminuer, avec par moment des rémissions (2000, 2004), en termes réels comme nominaux. Il y a double enjeu du point de vue des intrants: augmenter leur productivité (en termes réels), et diminuer leur prix.

2.6 L'excédent d'exploitation et le revenu mixte

La rémunération des salariés: disparités et rattrapages

En 2004, 39% de la valeur ajoutée brute du secteur primaire étaient consacrés à la rémunération des salariés, soit une hausse de 42% par rapport à 1990.

Avec 681 millions de francs dévolus à la rémunération du travail salarié en 2004, seuls les services horticoles ont diminué leur part à la valeur ajoutée brute, en raison de l'émergence nouvelle de beaucoup de petites entreprises (indépendants), qui n'ont que peu d'emplois salariés; leur essor était toutefois suffisamment marqué pour maintenir un niveau global stable de la rémunération des salariés du secteur primaire depuis 2002, oscillant autour des 2,25 milliards de francs (graphique G11).

La hausse momentanée de la rémunération des salariés en 1995 s'explique par ces mêmes services horticoles, expansion de brève durée qui fut surtout basée sur une augmentation de l'emploi salarié au sein d'entreprises existantes. Le pic de 2000 reflète la forte expansion des services forestiers à la suite de l'ouragan Lothar.

Les emplois salariés dans le secteur primaire ont des niveaux de salaires très disparates, au gré des qualifications et de l'orientation de la production. L'évolution nominale de la rémunération par emploi salarié est par conséquent, en partie du moins, le reflet de la modification de la composition de la main d'œuvre du secteur primaire, qui accompagne l'évolution structurelle et la rationalisation du travail, avec des exigences plus pointues (graphique G11).

Le retournement de tendance du salaire nominal moyen dès 1999, introduit par l'engagement massif mais en partie temporaire par les entreprises de services forestiers, a été durablement soutenu par une revalorisation des salaires des emplois agricoles de base, avec l'introduction d'un «salaire minimal» et une meilleure prévoyance sociale.

Encadré 2: L'importance de l'emploi non salarié

Les emplois salariés dans le secteur primaire (en équivalence plein temps, EPT) représentent seulement 33% des emplois totaux, soit environ 42'000 EPT en 2004; cette part est restée pratiquement stable durant la période observée. Au niveau des branches, la sylviculture emploie, avec 50%, la plus grande proportion de personnes salariées (en EPT), mais les emplois non-salariés sont en progression (services forestiers indépendants).

Vers un plafonnement des subventions?

Les subventions, directement versées par les collectivités publiques aux entreprises du secteur primaire, plafonnent depuis 2002 au niveau des 3 milliards de francs, et représentent moins de 20% des ressources totales (valeur de production et subventions) du secteur primaire (graphique G10).

Les réformes de la politique agricole (dès 1993) ont conduit au retrait graduel de l'implication de l'Etat dans les marchés agricoles. Les subventions sur produits directement versées aux exploitations agricoles ont ainsi quasiment disparues, et ne représentent plus que 3% du subventionnement courant. De plus, le soutien indirect au prix des produits agricoles, par des subventions sur produits versées notamment aux entreprises de transformation en aval, est également à la baisse. La chute des prix agricoles ainsi engendrée a été, en partie du moins, compensée par l'introduction puis la généralisation des paiements directs, qui visent également à une durabilité sociale et environnementale de l'agriculture (encadré 3).

Encadré 3: Les subventions dans le secteur primaire

Les comptes économiques du secteur primaire enregistrent le soutien public directement versé par les administrations publiques aux entreprises, surtout agricoles et forestières, du secteur primaire. Ces flux sont répartis en deux catégories de transferts:

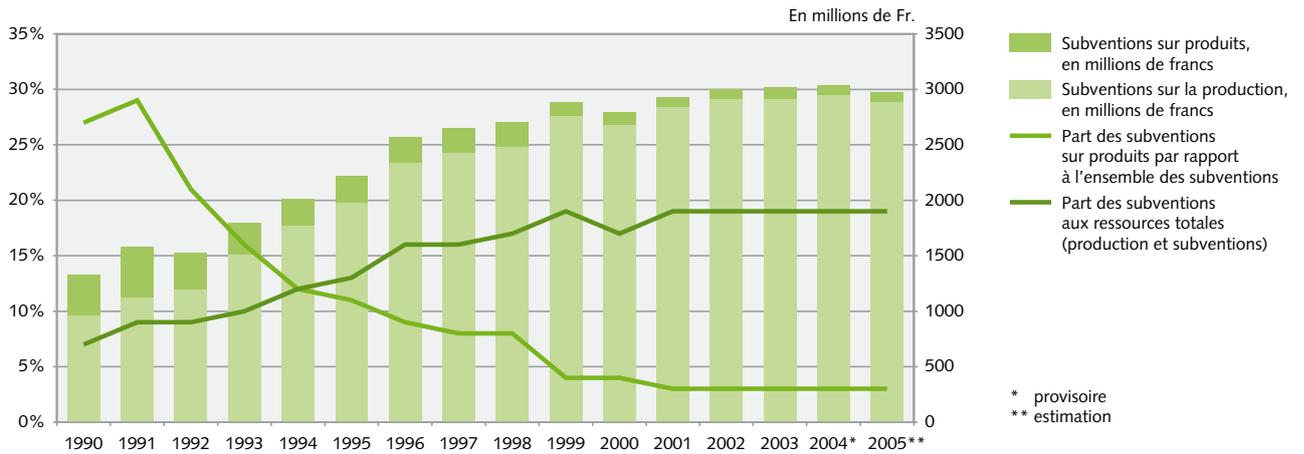
1. Les transferts courants qui comprennent...
 - les subventions sur produits, comme les primes aux cultures ou les primes pour le lait de non-ensilage, qui dépendent de la surface cultivée ou de la quantité produite, sont enregistrées dans la valeur de production (valorisée aux prix de base),
 - et les autres subventions sur la production, enregistrées dans le compte d'exploitation, comprenant entre autres les paiements directs généralisés aux exploitations agricoles, les contributions écologiques et le soutien à la production dans le cadre de projets forestiers.
2. Les transferts en capital, comprenant surtout les aides à l'investissement à fonds perdu, sont enregistrés dans le compte de capital (améliorations foncières p.ex.).

Un solde hybride, ou la dualité du secteur primaire

En soustrayant de la valeur ajoutée brute la rémunération des salariés, les impôts sur la production et en ajoutant les subventions sur la production, on obtient un solde hybride destiné à rémunérer le capital, le sol et le travail indépendant: c'est l'excédent brut d'exploitation / revenu mixte brut. La part du revenu mixte brut à ce solde hybride est particulièrement important pour les activités économiques du primaire (88% en 2004), puisqu'il est réservé au secteur des ménages (indépendants). Et l'on constate que ce revenu mixte par emploi non salarié a fortement fluctué depuis 1990, pour se retrouver en 2005 au même niveau que 15 ans auparavant, malgré un recul constant des emplois non salariés d'environ 3% par an depuis 1999, atteignant moins de 88'000 EPT en 2004 (graphique G12).

Subventions dans le secteur primaire, 1990–2005

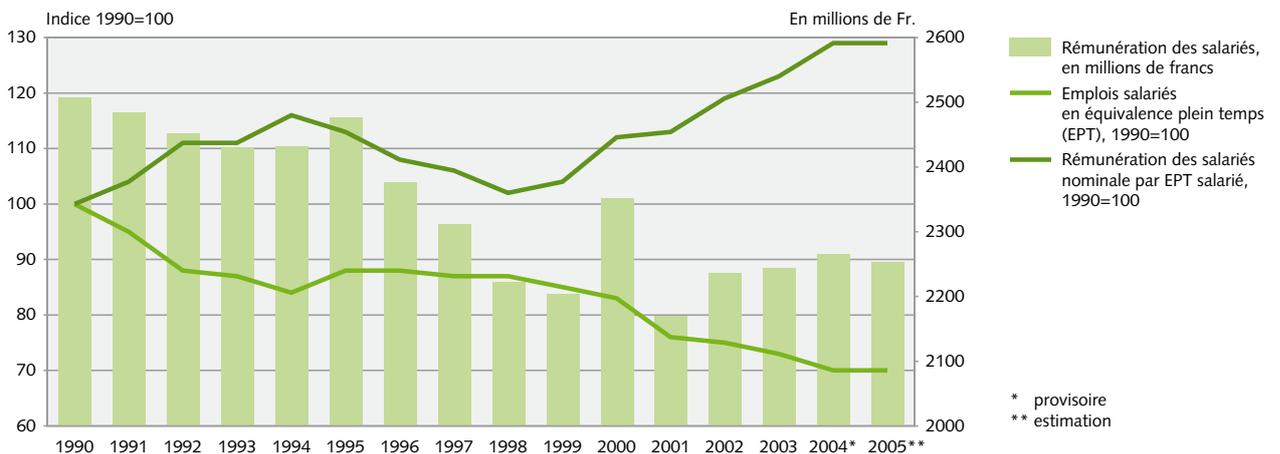
G 10



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Evolution de la rémunération des salariés dans le secteur primaire, 1990–2005

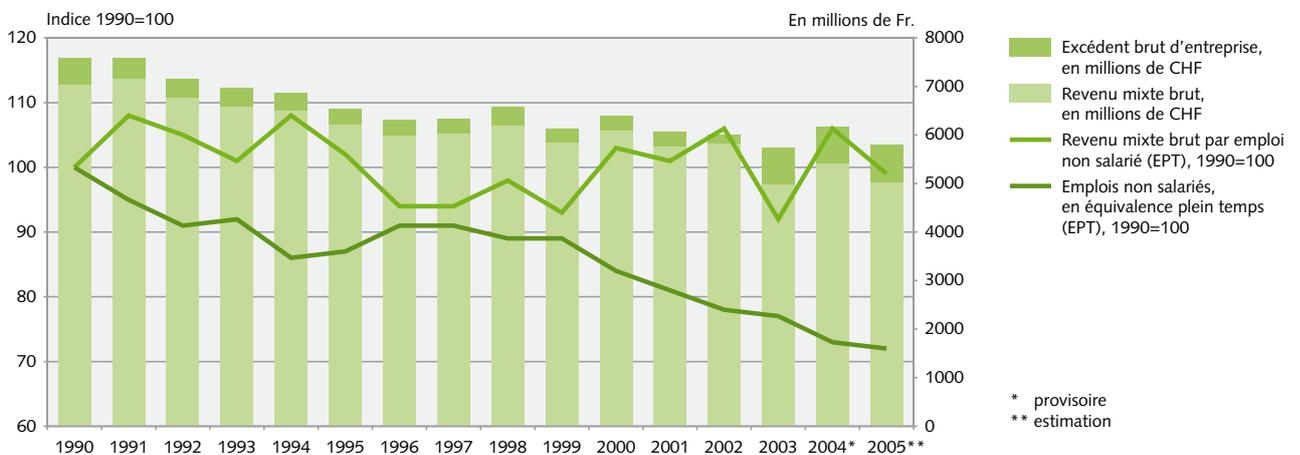
G 11



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut dans le secteur primaire, 1990–2005

G 12



© Office fédéral de la statistique (OFS)

2.7 Des dettes au revenu d'entreprise

Diminution de la capacité d'autofinancement

Avec un revenu mixte fluctuant, mais ne suivant pas le renchérissement, la part disponible pour investir, après avoir honoré les créanciers, les propriétaires fonciers et les besoins du ménage (consommation, etc.), est de plus en plus réduite.

La diminution des intérêts de la dette dans le secteur primaire ne doit pas voiler la réalité que le volume des passifs n'a cessé d'augmenter depuis 1990, sauf une brève période de remboursement net de la dette entre 1997 et 2000 (graphique G13).

Une augmentation régulière de l'endettement (estimé sur la base de l'agriculture) compense certes dans l'immédiat la perte de pouvoir d'achat, donc la diminution de la capacité d'autofinancement. Les taux d'intérêts très bas encouragent ce comportement, qui ne peut certainement pas être généralisé à chaque entreprise, mais qui est néanmoins la résultante au niveau des branches du secteur primaire.

Stabilité des fermages

Les fermages (200 millions de francs) n'ont que peu évolué depuis des années, malgré la pression d'augmenter la taille des exploitations restantes et les incitatifs liés à la surface (paiements directs).

Les fermages se limitent presque exclusivement à l'agriculture. Quelques rares entreprises de pisciculture paient une location pour les surfaces d'étangs exploitées. Les fermages payés par la sylviculture ont longtemps été quasi-inexistants. Par contre, les entreprises forestières (surtout publiques et mixtes) mettent en location des estivages et autres domaines agricoles, ce qui leur procurent un revenu de la propriété.

Encadré 4: Ressources et emplois dans le secteur primaire: chaque branche a une signature distinctive

Si la branche «Agriculture» imprime sa structure de ressources et d'emplois à l'ensemble du secteur primaire, de par sa taille économique prépondérante, les trois branches constitutives se démarquent chacune par une signature distinctive (graphique G15).

Les subventions sur la production couvrent une part des ressources comparable en agriculture et en sylviculture (18%), tandis qu'elles sont négligeables en pêche et pisciculture. Comme la sylviculture reçoit des revenus sur la propriété (intérêts et surtout fermages, soit 2% des ressources), et qu'elle se démarque avec un revenu net d'entreprise négatif (15% des emplois), la part de la production dans ses ressources est de 65% (82% en agriculture).

La consommation intermédiaire absorbe 46% des ressources en agriculture et 40% en sylviculture, contre seulement 28% en pêche et pisciculture, qui se démarquent avec une part de 20% attribuée à la consommation de capital fixe, contre 13% pour l'agriculture et 17% pour la branche «Sylviculture».

Par rapport aux autres branches du secteur primaire, la sylviculture consacre, et de loin, la part la plus importante de ses ressources pour rémunérer ses emplois salariés (39%). La branche «Pêche et pisciculture» se situe vers 22%, tandis que la part dans l'agriculture, fortement basée sur des structures paysannes (donc prédominance du travail non salarié), n'est que de 12%.

Le revenu primaire dégagé est comparable entre la branche «Agriculture» et la branche «Pêche et pisciculture» (23% resp. 24% des ressources).

Revenu à la baisse

Avec 5,6 milliards de francs en 2004, le revenu brut d'entreprise représentait, en termes nominaux, 18% de moins qu'en 1990, dont près de 99% était dégagé par la branche «Agriculture». Comme la consommation de capital fixe (amortissements) se maintient à un niveau relativement élevé (40% du revenu brut y est consacré en 2004), le revenu net d'entreprise de l'ensemble du secteur primaire (3,4 milliards de francs en 2004) a perdu, toujours en termes nominaux, 28% par rapport à 1990 (graphique G14).

Si l'on considère exclusivement l'évolution du revenu net d'entreprise attribuable au secteur institutionnel des ménages (indépendants), le recul du revenu dégagé des activités du secteur primaire est encore plus marqué, soit de 31% entre 1990 et 2004; une contraction dépassant la diminution de 27% des emplois non salariés (en EPT). Ce constat négatif est aggravé de façon significative si l'on considère l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation durant la même période, qui fait état d'une inflation de près de 25%.

En définitive, si l'introduction d'un genre de «salaire minimal» et d'une meilleure prévoyance sociale (2ème pilier) en agriculture permet depuis le début de la décennie une conservation du pouvoir d'achat pour les personnes salariées, ce n'est depuis longtemps plus le cas pour les personnes indépendantes, gérant les exploitations. Cette constatation globale doit bien sûr être relativisée, tellement la part des personnes actives à temps partiel est importante parmi les familles paysannes (plus de 56% en 2003), où les sources de revenu issu d'activités non agricoles jouent un rôle important. De plus, les disparités de revenu entre les types d'agriculture (exploitation laitière, viticulture, horticulture, etc.) et les régions ne permettent pas de généraliser cette constatation sectorielle aux multiples réalités individuelles.

2.8 De l'accumulation à l'usure du patrimoine productif

Moins de stocks de produits finis

L'évolution à moyen terme des stocks de produits finis est fortement influencée par les récoltes céréalières et fruitières et par le nombre de grumes façonnées en attente d'être transportées en scierie (pic en 2000 suite à l'ouragan Lothar, puis normalisation graduelle).

A plus long terme, on perçoit une tendance baissière que le seul faible recul du volume de production ne saurait expliquer; conserver des stocks de produits finis (périssables) peut s'avérer risqué et peu rentable à petite échelle, avec le durcissement des prescriptions en matière de denrées alimentaires. De plus, avec des prix, notamment céréalières, toujours plus bas, les pertes de détention seraient prohibitifs. C'est donc le résultat d'un démantèlement (ou d'un non-renouvellement) dans les exploitations agricoles des capacités de stockage en céréales et fruits.

Le lent recul puis la stagnation en volume depuis 1999 des travaux en cours suit la baisse dans les années 1990 du cheptel «de stock» (bovins et porcins à l'engrais).

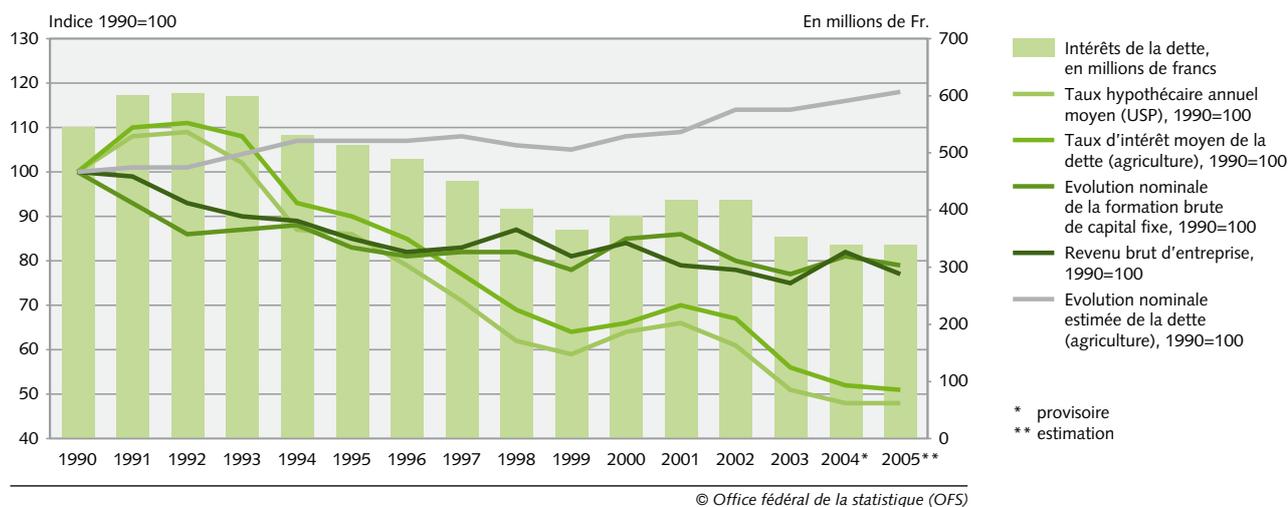
Les aléas des stocks en matières premières sont un indicateur des récoltes herbagères, avec une succession d'années trop pluvieuses (1999), trop sèches (2003), entrecoupées de conditions favorables (2000).

Le désinvestissement se poursuit, pour une meilleure productivité du capital

En 2005, le secteur primaire a investi 1,7 milliard de francs, soit, en moyenne et en termes réels, seulement les 2/3 de ce qui était communément investi dans les années 1980. Par le coût de leur usure (consommation de capital fixe), les capacités de production mises en place jusqu'au début des années 1990 continueront encore longtemps à grever les résultats nets du secteur primaire, qui se trouve désormais depuis 15 ans dans une phase de désinvestissement et de restructuration de son patrimoine productif.

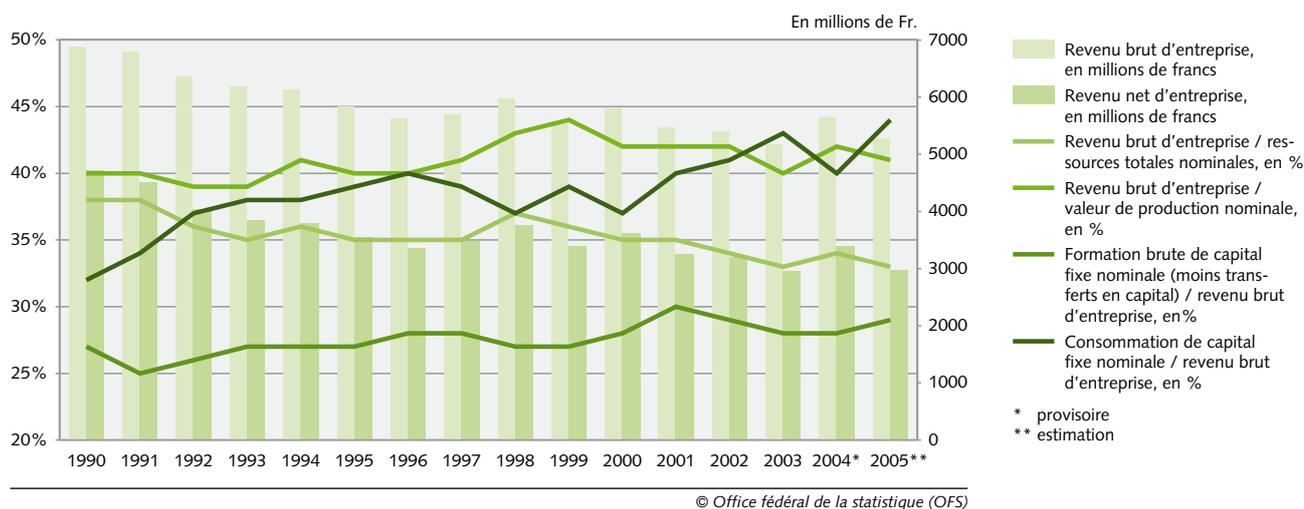
Intérêts de la dette dans le secteur primaire, 1990-2005

G 13



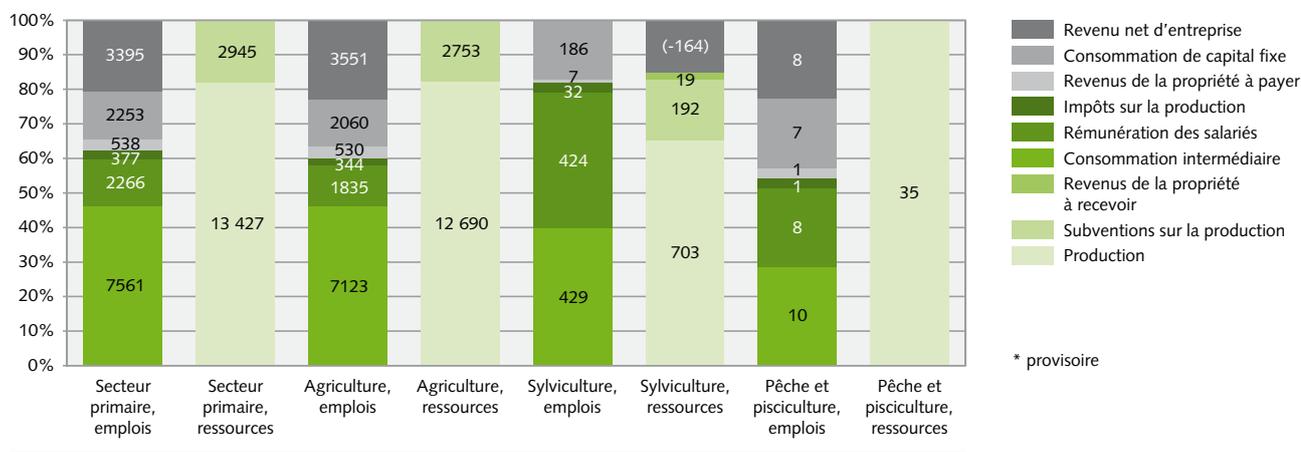
Revenu d'entreprise du secteur primaire, 1990-2005

G 14



Ressources et emplois dans les branches du secteur primaire, 2004*: répartition et résultats principaux en millions de francs, à prix courants

G 15



Parallèlement à la baisse significative des investissements depuis 1990, leur part couverte par les aides à l'investissement de l'Etat (Confédération, cantons, communes) a régressé de près de 20% pour l'agriculture et de 30% pour la sylviculture par rapport à 1990. En 2005, les transferts en capital couvraient encore 7% de la formation brute de capital fixe en agriculture, et 55% en sylviculture.

Le recul du volume de la consommation de capital fixe («amortissements») de plus de 10% depuis 1990 est une bonne nouvelle, car cela tend à montrer que la productivité du capital s'est améliorée durant les années 1990, si l'on transpose au volume de la production qui fluctue mais qui correspondait en 2005 à encore 93% du volume de 1990 (à prix constants 2000). Toutefois, un palier semble avoir été atteint à l'orée du 21^{ème} siècle, et la fin de la première décennie ne semble plus en mesure d'amener de nouveaux gains significatifs en productivité du capital.

Encadré 5: Structures particulières des patrimoines productifs des branches du secteur primaire

Si l'agriculture, de par sa taille économique prépondérante, imprime sa structure patrimoniale à l'ensemble du secteur primaire, les trois branches qui la constituent se démarquent chacune par une signature très particulière.

Le poids du patrimoine construit est prédominant pour l'agriculture (53%, constructions rurales) et la sylviculture (58%, infrastructure de routes et de dessertes forestières) ; il est minoritaire pour la pêche et la pisciculture (19%, surtout les bassins artificiels des entreprises de pisciculture).

Le matériel de transport représente 11% du patrimoine productif de l'agriculture (tracteurs), 6% de celui de la sylviculture (tracteurs et processeurs forestiers) et 23% (dont 60% pour les bateaux) de celui de la pêche et de la pisciculture.

Les autres équipements sont de première importance en pêche et pisciculture (58% du patrimoine productif, composé de filets et d'infrastructure de conditionnement du poisson), mais également significatifs en agriculture (14% du patrimoine productif, composé d'installations fixes et autres équipements agricoles).

Les actifs cultivés ne se retrouvent qu'en agriculture, où la valeur patrimoniale des animaux de rente (vaches, truies, abeilles) et des plantations permanentes (vignes, cultures fruitières, baies, houblon, roseau de Chine) représentent en tout 8% du patrimoine productif.

Avec 34% du patrimoine, la sylviculture se démarque par l'importance des améliorations foncières apportées aux terrains forestiers (ouvrages de protection, remaniements parcellaires, reboisements).

L'addition à la valeur des actifs corporels non produits - donc des terrains - a également été durant de longues décennies un poste d'investissements important en agriculture, où une part importante de la surface agricole utile a été, sinon drainée, du moins remaniée. La valeur patrimoniale actuelle de ces améliorations foncières est évaluée à 3,7 milliards de francs, soit 8% du patrimoine productif de l'agriculture.

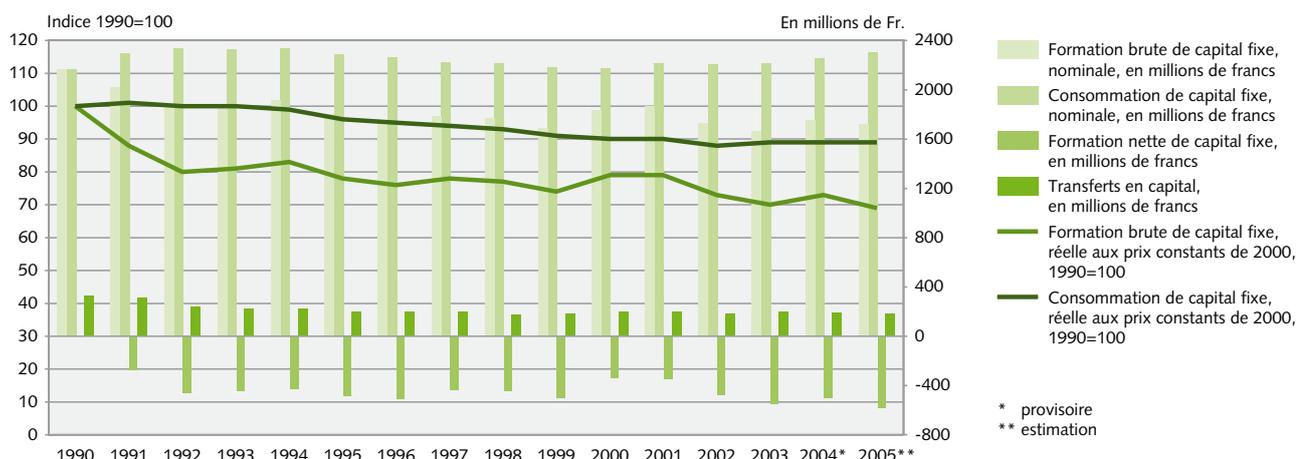
Limites de la couverture de l'évaluation patrimoniale du secteur primaire

Les comptes de branches du secteur primaire, les CEA et les CES n'évaluent pas (ou ne publient pas) le patrimoine complet, mais se concentrent sur certains éléments patrimoniaux (actifs fixes e.a.). C'est pourquoi le patrimoine est appelé ici le «patrimoine productif». Il manque en particulier :

- les actifs et passifs financiers,
- une partie des travaux en cours (tout particulièrement la croissance du bois sur pied des forêts productives «sous contrôle» des entreprises forestières),
- la valeur intrinsèque (donc sans la composante de l'amélioration foncière, qui est évaluée) des terrains agricoles et sylvicoles, ainsi que des plans d'eau exploités exclusivement par les piscicultures.

Formation brute et consommation de capital fixe, 1990–2005

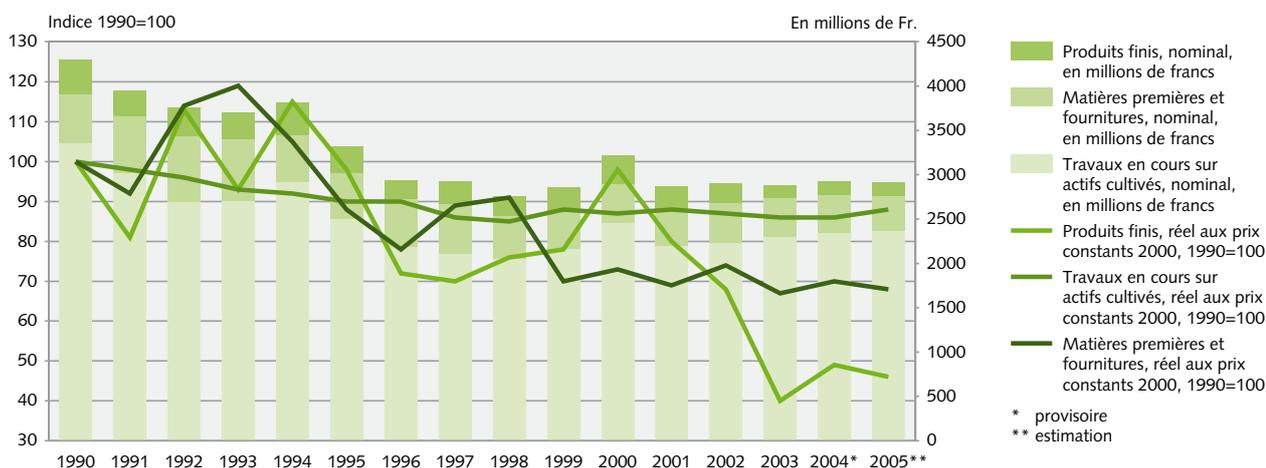
G 16



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Les stocks du secteur primaire, 1990–2005

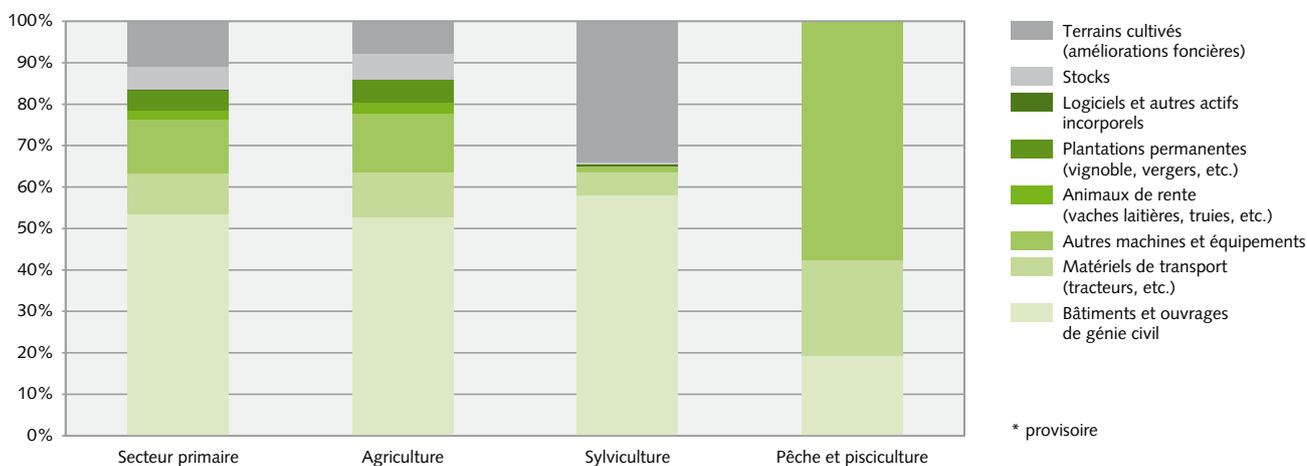
G 17



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Structure du patrimoine productif des branches du secteur primaire, 2004*

G 18



© Office fédéral de la statistique (OFS)

3 L'agriculture en 2006

3.1 Une météo 2006 instable

Le printemps 2006 fut doux et humide. Le temps fut instable jusque vers la mi-juin, avec une alternance de températures au-dessus des normes saisonnières et des retours du froid et de chutes de neige. L'été s'est fait remarquer dès la seconde moitié du mois de juin par des journées chaudes et une augmentation de l'activité orageuse. Le mois de juillet fut très ensoleillé et sec, faisant craindre une répétition de la canicule de 2003. Pourtant, le mois d'août s'avéra très pluvieux dans la plupart des régions, accompagné par un temps souvent froid. Les chutes de neige surprisent à plusieurs reprises le bétail estivé. Ces précipitations permirent néanmoins à la nature de retrouver son équilibre.

Le commentaire ci-dessous, réalisé avec la collaboration de M. S. Giuliani (USP), se limite aux dernières évolutions, tandis que les graphiques permettent une mise en perspective rétrospective.

3.2 La production agricole

Une production totale plus faible

La valeur de production totale de l'agriculture 2006 est estimée à 10,009 milliards de francs, en recul de 4,2% par rapport à la moyenne des trois années précédentes. L'hiver prolongé et un début d'été caniculaire ont porté atteinte à la production végétale. Les rendements plus bas par rapport à 2005 ont partiellement été compensés par des prix plus élevés.

Dans le secteur de la production animale, le lait et les bovins ont bénéficié de marchés équilibrés, permettant de réaliser des prix comparables à 2005, voire à la hausse. Par contre, les conditions du marché pour les branches de la production de porcins et de volailles se sont avérées particulièrement problématiques. La grippe aviaire mit la pression sur l'écoulement de la viande de volailles.

En 2006, 48,8% de la valeur de production totale est générée par la production animale (dont près de la moitié par la production laitière) et 42,0% par la production végé-

tale (dont près du quart est issue de la production fourragère). Le solde de 9,2% est composé des services agricoles et des activités secondaires non agricoles (graphique G19).

Encadré 6: Les Comptes économiques de l'agriculture

L'agriculture au sens des CEA (Comptes économiques de l'agriculture) est un sous-ensemble des activités couvertes par le compte de branche «Agriculture». Les CEA ne contiennent ni les services horticoles, ni les petits producteurs (cf. annexe «Délimitation du secteur primaire»).

Les CEA servent notamment de base pour l'analyse sectorielle selon l'Ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture (Office fédéral de l'agriculture), et sont comparables au niveau européen. De l'ensemble des comptes du secteur primaire, les CEA sont ceux qui sont évalués le plus tôt. En effet, l'année comptable en cours (2006) est estimée début septembre (2006), anticipant les derniers mois de l'année en cours, tandis que les résultats des deux années précédentes sont réévalués simultanément, passant aux statuts provisoires (2005) et définitifs (2004). L'analyse des variations annuelles est complétée par les variations de l'année en cours par rapport à la moyenne des trois années précédentes (nominale, resp. aux prix courants), afin d'atténuer les soubresauts météorologiques.

Les CEA sont établis par l'OFS en collaboration avec l'Union suisse des paysans.

La production végétale, reflet des conditions météorologiques défavorables

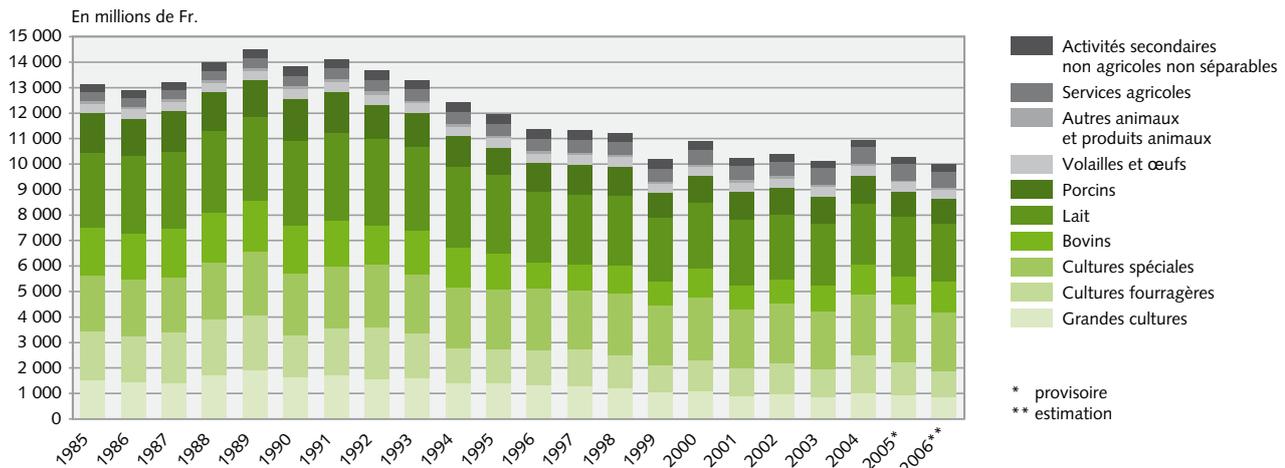
La production végétale (production de biens horticoles comprise) est estimée à 4,205 milliards de francs, soit en baisse de 7,2% par rapport aux années précédentes. Ce résultat est avant tout l'expression des conditions météorologiques défavorables (graphique G20).

Récolte anticipée du maïs-grain pour compenser les pertes en fourrages

La récolte de céréales est qualitativement bonne et quantitativement légèrement meilleure que les moissons de 2005. Seule la récolte de maïs-grain sera, selon les estimations, nettement plus basse qu'en 2005; en effet,

Valeur de production de l'agriculture (CEA), à prix courants, 1985–2006

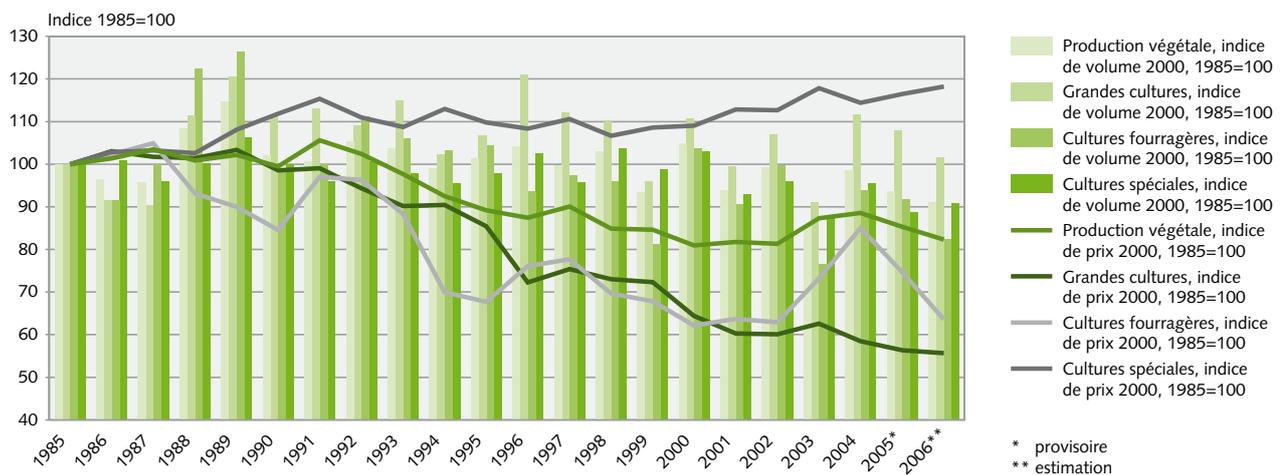
G 19



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Production végétale, indices des prix et des volumes, 1985–2006

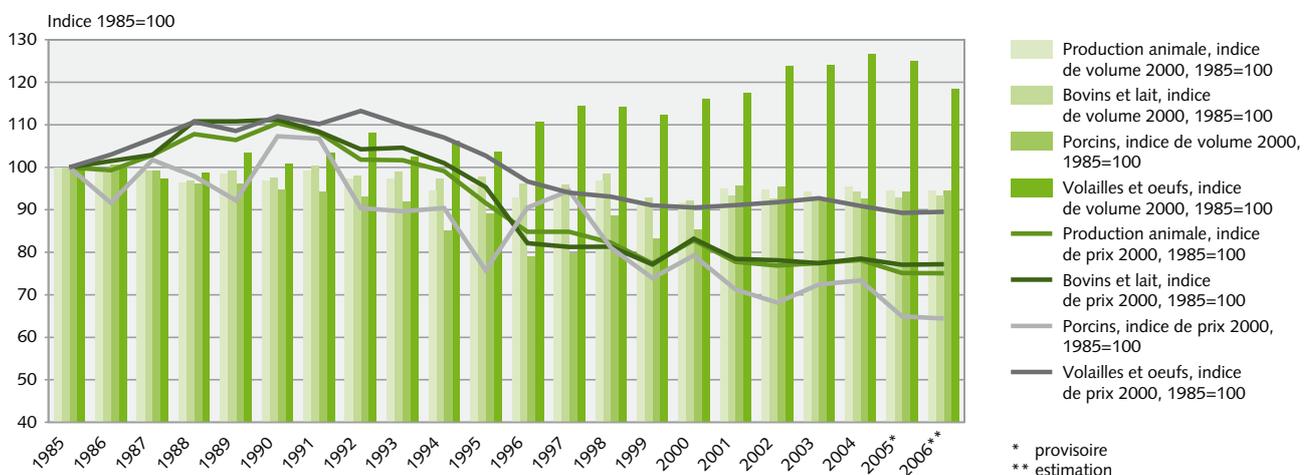
G 20



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Production animale, indices des prix et des volumes, 1985–2006

G 21



© Office fédéral de la statistique (OFS)

son utilisation anticipée en tant que fourrage d'appoint en raison de la sécheresse ainsi que les mauvais rendements grèvent de manière significative le résultat 2006. La culture, souhaitée, de blé fourrager s'est à nouveau étendue, réduisant d'autant la culture de froments panifiables. Comme la Confédération a décidé de réduire les droits de douane sur les mélanges fourragers importés, aucun accord n'a pu être trouvé pour fixer les prix indicatifs des céréales fourragères. Par contre, les prix indicatifs pour les céréales panifiables ne furent pas modifiés. La valeur de la récolte céréalière 2006 est estimée en recul de 5,8% par rapport à la moyenne trisannuelle.

Sucre et huiles végétales: rendements médiocres

Pour les betteraves sucrières, les premières enquêtes par sondage annoncent une récolte 2006 médiocre par rapport aux dernières campagnes, en quantité comme en qualité (teneur en sucre). Le prix de base resta inchangé. La production de betteraves bio fut à nouveau introduite.

La hausse par rapport à 2005 des prix des oléagineux ne sera que très légère, malgré la forte demande et les récoltes réduites au niveau mondial. A l'exception du soja, la surface dévolue aux plantes oléagineuses connut un nouvel essor. Néanmoins, comme les rendements seront plus bas que l'année précédente, seule la valeur de production du tournesol sera à la hausse, tandis que l'extension des surfaces de colza ne sera pas en mesure de compenser ses baisses de rendement.

Les autres plantes industrielles ne jouent qu'un rôle secondaire, et sont généralement évaluées en recul par rapport à 2005. En résumé, la valeur de production des plantes industrielles a reculé de 7,8% en comparaison trisannuelle.

Pluies et sécheresse pour les herbages

Les plantes fourragères ont souffert de la sécheresse, qui a surtout affecté les deux premières coupes de regain, avec cependant de fortes disparités régionales.

Afin de détendre le marché du foin, la Confédération a réduit avec effet au 1er août les droits de douane sur les importations de foin, qui passent de 9 à 4 francs par quintal. Comme la récolte fourragère fut bonne en 2005, les stocks en fourrages étaient abondants début 2006, ce qui a contribué à amener le prix du foin à un niveau historiquement bas: 21 francs par décitonne. L'hiver prolongé et la sécheresse estivale modifièrent ensuite la situation du marché, les fourrages indigènes devenant rares. Les précipitations répétées au mois d'août relancè-

rent la croissance des plantes fourragères, mais rendirent leur récolte souvent impossible. La valeur de production en plantes fourragères de l'année en cours est par conséquent estimée en baisse de 23% par rapport à la moyenne des trois années précédentes.

Offre réduite en légumes

Les cultures maraîchères ont également subi la sécheresse, la chaleur et les récoltes retardées suite à un hiver interminable. Par rapport à l'année précédente, un recul des quantités se dessine, mais accompagné par une hausse des prix, puisque la plupart des pays européens ont connu les mêmes conditions météorologiques défavorables. Dans l'ensemble, la valeur de production est estimée comparable à celle de 2005, les prix plus élevés étant en mesure de compenser les récoltes diminuées.

La floriculture face aux coûts de l'énergie

En recul de 3,4% en comparaison trisannuelle, la situation de l'horticulture (production de biens horticoles) est la résultante de tendances divergentes. Les prix sont globalement stables ou légèrement à la baisse depuis 2003. Selon les estimations, la production de pépinières (arbustes ornementaux, rosiers et plantes vivaces) devrait s'accroître en 2006, en raison de la conjoncture économique favorable (essor de la construction et du paysagisme). En effet, le printemps et le mois d'août pluvieux ne feraient que retarder l'écoulement des produits de pépinières (plantes pérennes).

C'est tout le contraire pour la floriculture (en baisse de 12%), qui repose sur la délicate production de plantes ornementales saisonnières, cultivées en rotations serrées. La faible demande en raison du printemps détrempé a eu comme effet qu'une partie des cultures n'a pas pu être écoulee, et que ces surfaces sous abri ont dû être nettoyées pour laisser la place à la rotation suivante. De plus, la floriculture (plantes en pot et à massif, fleurs coupées) a été marquée depuis 2005 par une situation de surproduction au niveau européen et par des prix du mazout massivement à la hausse. Cette situation, en plus de considérations environnementales, a conduit à une gestion plus économe de l'énergie en renonçant à certaines cultures gourmandes en chaleur et en mettant en place plus tardivement des plantons.

Par contre, la culture de sapins de Noël continue à se développer, et l'estimation prévoit pour fin 2006 des ventes de plus de 335'000 arbres issus des cultures indigènes de sapins de Noël.

La pomme de terre, surfaces et rendements à la peine

La surface cultivée en pommes de terre a de nouveau reculé, et couvre désormais 12'094 ha. Les conditions météorologiques défavorables se répercutèrent sur les rendements, en baisse de 24% par rapport à la moyenne quinquennale. Des problèmes de qualité pourront rendre encore plus difficile la récolte 2006. Après de dures négociations, un accord a pu être trouvé entre les producteurs, le commerce et l'industrie, afin de maintenir le système de la fourchette des prix, et de fixer finalement le prix dans la partie supérieure de cette fourchette.

De belles récoltes de fruits

Des récoltes de fruits moyennes à bonnes sont attendues cette année. Les quantités de pommes et de poires de tables sont comparables à celles des années précédentes. Les récoltes de fruits de cidrerie sont nettement plus grandes qu'en 2005, avec des prix inchangés. De bonnes nouvelles sont également annoncées pour les baies, les petits fruits et les fruits à noyau, amenant à une hausse estimée de la valeur de production des fruits frais de 2,1% en comparaison trisannuelle.

Cette position comptable «fruits» contient également une partie des vendanges (raisins de table et raisins de cuve destinés à la transformation vinicole en dehors de l'agriculture). Une vendange quantitativement bonne est attendue pour 2006, avec une valeur de production du raisin de 9,8% au-dessus de la moyenne trisannuelle, qui est influencée par les vendanges réduites de 2003 et 2005.

Le vin rouge gagne en importance

La valeur de production des vins repose partiellement sur les variations des stocks issus des deux années précédentes. Le vignoble suisse connaît une mutation de son encépagement depuis plusieurs années, une vague de fond qui a amené dès 2003 à une légère prédominance des vendanges de raisins de cuve issus de cépages rouges. Cette évolution commence à devenir perceptible en 2006 dans l'écoulement des vins rouges de qualité, pour lesquels l'évolution des prix est en moyenne meilleure que celle influant sur les ventes de vin blanc. Après une vendange 2005 marquée par les violents orages de grêle qui s'étaient abattus sur le Lavaux, la récolte 2006 est estimée à la hausse par rapport à 2005, les pluies d'août 2006 y ayant également contribué. Avec un niveau de prix plus élevé que la moyenne trisannuelle, et une part toujours croissante de la vinification sur le domaine du propre raisin, la valeur de production des vins est estimée à 11,7% au-dessus du niveau trisannuel.

Marché du bétail bovin équilibré, abattages des porcs à la hausse

La production animale a accusé une baisse de 2,5% par rapport à la moyenne trisannuelle (graphique G21). L'estimation 2006 table sur des reculs, tant pour la production de bétail de rente et de boucherie que pour la valeur des produits animaux (lait et œufs). Le marché du bétail bovin bénéficia de bons prix, grâce à une offre équilibrée. L'écoulement des animaux de rente se déroula bien; toutefois, l'offre réduite et les bons prix sur le marché intérieur freinèrent les exportations de bétail bovin. Pour les veaux de boucherie, leur relative rareté induisit un niveau de prix même meilleur que celui de 2005, qui fut déjà bon.

L'accroissement du nombre d'abattages de porcs fut accompagné par des prix au producteur plus bas que ceux de l'année précédente.

La volaille sous pression, entre grippe aviaire et enjeux commerciaux

La production suisse de volaille affronte des temps difficiles. L'influence négative des gros titres provoquée par la grippe aviaire, la mise aux enchères des importations de viande de volaille et l'annonce de l'abandon de la prise en charge de la production indigène de dindes par un grand distributeur pour fin juin 2007 ont laissé des traces. Le recul est de 11,7% par rapport à la moyenne des trois années précédentes.

Moins de viande ovine et chevaline indigène

Les prix pour les agneaux de boucherie ont pu se maintenir, tandis que leur production a de nouveau régressé. Les prix des poulains n'ont pas varié depuis l'année précédente, tandis que les abattages sont en recul.

Stabilité des quantités de lait et des œufs, moins de miel

Le marché du lait paraît équilibré et les quantités écoulées stables; le prix au producteur du lait sera légèrement plus bas qu'en 2005. La valeur de production des œufs est estimée stable, avec des prix et des quantités comparables par rapport à 2005. Pour la production de miel, les annonces font majoritairement état de bonnes conditions; néanmoins, les grandes pertes en colonies durant l'hiver passé ont sensiblement contracté la production totale de l'apiculture.

La fin annoncée du système actuel du contingentement laitier

La production de services agricoles a baissé de 1,4% en comparaison trisannuelle, pour s'établir à 638 millions de francs en 2006. Comme près de deux tiers des producteurs laitiers ont quitté le système du contingentement laitier au 1er mai 2006, une forte baisse de la location de contingents laitiers est attendue. Par contre, les prestations de services agricoles poursuivent leur développement, mettant en évidence une spécialisation toujours plus accrue des travaux des champs (par exemple les semences et les récoltes). Une certaine pression concurrentielle pourrait commencer à se dessiner, les progressions nominales étant moins prononcées que par le passé.

La cidrerie à la ferme bénéficie des bonnes récoltes fruitières

La valeur des activités secondaires non agricoles non séparable est évaluée à 287 millions de francs, en hausse de 6,6% par rapport aux années précédentes, une évolution positive étant attendue pour l'ensemble de ces activités, en particulier les jus issus des fruits de cidrerie transformés sur les exploitations agricoles (bonne récolte de fruits en 2006), la production de saucissons et autres produits carnés, la transformation laitière à la ferme, les travaux pour tiers en-dehors de la branche agricole (comme l'entretien des bords de route et du paysage), la pension d'animaux domestiques (chevaux) et l'offre agro-touristique «Aventure sur la paille».

3.3 De la consommation intermédiaire au revenu

Fourrages moins chers, nouvelle inflation pour les carburants et combustibles

Les dépenses pour les biens et services de consommation intermédiaire sont évaluées pour 2006 à 5,996 milliards de francs, en recul de 4% en comparaison trisannuelle (graphique G22). Les dépenses en fourrages seront globalement nettement plus basses que lors des années précédentes. Les fourrages intra consommés (produits et consommés au sein des mêmes exploitations) sont doublement enregistrés, aussi bien en production qu'en consommation intermédiaire. Une légère hausse des dépenses pour les aliments pour animaux issus de l'industrie fourragère est attendue. Les prix des aliments composés ont poursuivi leur baisse, mais une relative forte hausse des quantités achetées est prévue (rareté des fourrages produits sur la ferme pour les animaux consommant des fourrages grossiers, essor de l'engraissement porcin). Une hausse de la valeur des importations de fourrages grossiers est également attendue.

Après une forte hausse en 2005 déjà, une nouvelle hausse marquée des prix des carburants et des combustibles est survenue en 2006. De plus, les conditions météorologiques ont occasionné des coûts supplémentaires. L'hiver prolongé a nécessité des périodes de chauffage plus longues, surtout pour les cultures maraîchères et horticoles, et la sécheresse en été a exigé de plus grands besoins en énergie pour l'irrigation. Cette inflation du prix des hydrocarbures touche également les engrais minéraux. La consommation en électricité, après avoir été plus faible en 2005 en raison de meilleures conditions de séchage d'herbe, devrait augmenter en 2006 (printemps pluvieux), rejoignant le niveau moyen des trois dernières années. De plus, l'entretien des bâtiments a renchéri, tandis que la sécheresse au début de l'été 2006, quoique moins prolongée qu'en 2003, a nécessité un abondant recours à l'irrigation. Ces évolutions à la hausse ont toutefois été plus que contrebalancées par le recul des dépenses en fourrages, qui représentaient en 2005 43% de la consommation intermédiaire totale.

Gains de productivité malgré une nouvelle baisse de la valeur ajoutée brute

En comparaison trisannuelle, la baisse de la consommation intermédiaire ne fut pas en mesure de compenser le recul de 4,2% de la valeur de production de l'agriculture, ce qui conduisit à un niveau 2006 de la valeur ajoutée brute (VAB) aux prix de base de 4,013 milliards de francs, soit 4,6% en dessous de la moyenne trisannuelle.

Aux prix de l'année précédente, le recul de la VAB est estimé à 1,2% par rapport à 2005. Avec une baisse du volume du travail évaluée à 1,6%, un léger gain de productivité partielle du travail de 0,5% par rapport à 2005 est attendu pour l'année 2006 (graphiques G22, G23).

Les biens d'investissement renchérissent

La consommation de capital fixe (les «amortissements») est estimée en hausse de 3,0% par rapport aux années précédentes et dépassera à nouveau, et ceci pour la première fois depuis 1995, la barrière des 2 milliards de francs (graphiques G22, G24). La cause principale de ce développement est à chercher dans les bâtiments, où les prix à la construction sont à la hausse, la consommation de capital fixe étant évaluée aux prix d'acquisition actuels (prix de renouvellement) des actifs. D'un autre côté, la consommation en capital fixe des équipements (véhicules et machines) n'a que peu augmenté. En définitive, si le volume des investissements a reculé ces dernières années, les prix des biens d'investissement ont poursuivi leur hausse.

Moins d'impôts et de subventions

Les autres impôts sur la production ont reculé de 1,9% en comparaison trisannuelle, tandis que les autres subventions sur la production sont estimées pour 2006 à 2,687 milliards de francs, en baisse de 0,4%.

Moins d'emplois salariés contre hausse des salaires

En 2006, la rémunération des salariés a absorbé 1,211 milliard de francs, en hausse de 1,4% par rapport à la moyenne des trois années précédentes selon les premières estimations. Le recul du nombre de personnes salariées dans l'agriculture (-2,2%, exprimé en unités de travail annuel) ne fut pas en mesure de compenser la hausse des coûts du travail salarié (graphiques G22, G23)

Coût du sol stable, augmentation insidieuse de l'endettement

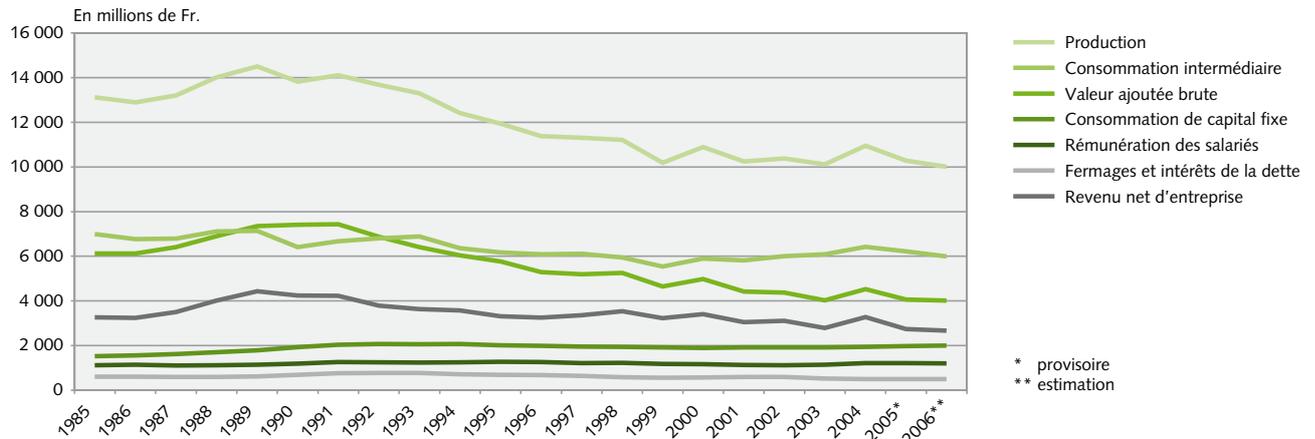
En comparaison trisannuelle, les fermages payés (location de la terre) ont légèrement augmenté de 0,2%, et continuent de stagner autour des 200 millions de francs. Les intérêts de la dette (306 millions de francs en 2006) ont baissé de 1,3% par rapport à la moyenne triennale, ce recul étant avant tout expliqué par la baisse des taux hypothécaires. Toutefois, depuis 2005, une légère hausse du service de la dette est à remarquer, indiquant une augmentation des passifs (dettes), corollaire de la stagnation voire du recul du revenu, tandis que le niveau des investissements était maintenu (graphique G22).

Nouvelle chute du revenu en 2006

Le revenu net d'entreprise qui solde l'année 2006 est estimé à 2,669 milliards de francs, en baisse de 9,2% par rapport aux trois années précédentes, dont la moyenne est influencée par l'année de sécheresse 2003 une année agricole 2004 globalement bonne. Avec un recul estimé de 3,6% du travail non salarié, le revenu dégagé par unité de travail annuel indépendant a chuté de 5,8% en 2006 en comparaison trisannuelle, resp. de 1% par rapport à 2005 (graphique G23).

De la production au revenu net d'entreprise dans l'agriculture (CEA), à prix courants, 1985-2006

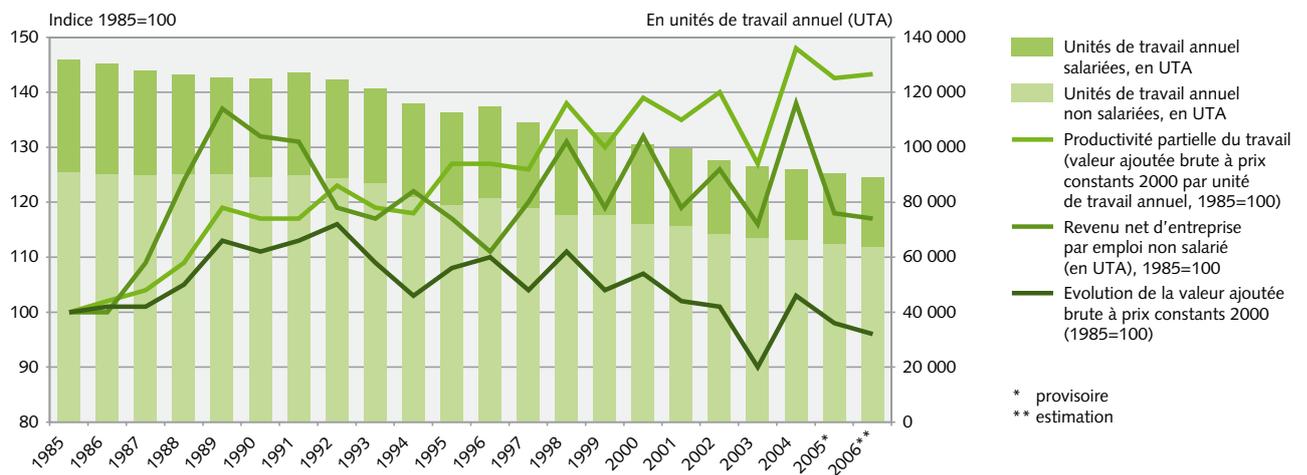
G 22



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Productivité partielle du travail et revenu dans l'agriculture (CEA), 1985-2006

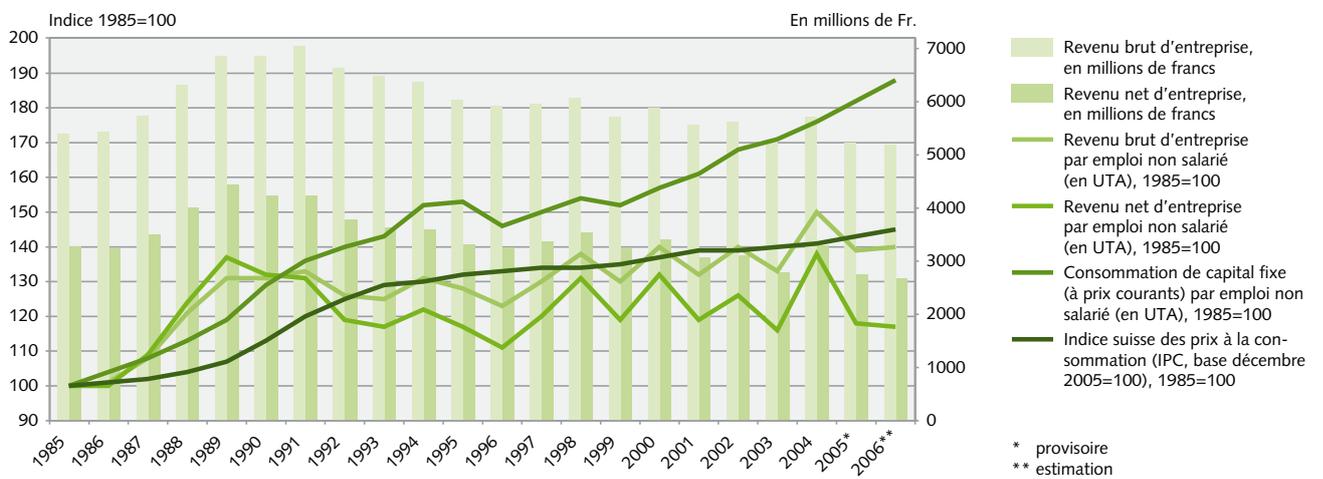
G 23



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Revenu d'entreprise de l'agriculture (CEA), 1985-2006

G 24



© Office fédéral de la statistique (OFS)

Annexe A: Tableaux

T1 Comptes de branche du secteur primaire 1998-2005, à prix courants, en millions de francs

Opérations courantes

Séquence comptable	1998 ¹⁾	1999 ¹⁾	2000 ¹⁾	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾	2004 ²⁾	2005 ³⁾	Variation nominale 2005/2004 en % ³⁾	Variation aux prix de l'année précédente 2005/2004 en % ³⁾⁴⁾
et branche économique										
Production totale aux prix de base	13 749	12 696	13 762	12 887	13 011	12 859	13 427	12 884	-4,0	-1,6
Agriculture	13 026	11 946	12 762	12 175	12 366	12 147	12 690	12 137	-4,4	-1,5
Sylviculture	690	717	967	681	611	676	703	713	1,4	-2,6
Pêche et pisciculture	32	34	33	32	34	37	35	34	-0,5	-1,2
Production marchande	12 976	11 961	12 933	12 169	12 293	12 129	12 612	12 116	-3,9	-1,4
Agriculture	12 346	11 308	12 030	11 562	11 751	11 514	11 969	11 470	-4,2	-1,3
Sylviculture	598	619	870	575	508	578	609	611	0,4	-3,7
Pêche et pisciculture	32	34	33	32	34	37	35	34	-0,5	-1,2
Production pour usage final propre	773	735	829	718	717	730	815	768	-5,8	-4,4
Agriculture	680	638	732	613	614	633	721	666	-7,5	-5,6
Sylviculture	93	97	97	105	103	98	94	102	8,0	5,0
Pêche et pisciculture	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--
Consommation intermédiaire	7 097	6 731	7 326	7 115	7 318	7 435	7 561	7 344	-2,9	-1,2
Agriculture	6 796	6 377	6 773	6 724	6 944	7 021	7 123	6 921	-2,8	-0,9
Sylviculture	292	346	544	382	364	404	429	413	-3,6	-5,9
Pêche et pisciculture	9	9	9	10	10	10	10	10	-0,7	-1,3
Valeur ajoutée brute aux prix de base	6 652	5 965	6 436	5 772	5 693	5 424	5 866	5 540	-5,5	-2,0
Agriculture	6 231	5 569	5 989	5 451	5 422	5 126	5 567	5 216	-6,3	-2,3
Sylviculture	399	371	423	299	248	272	274	300	9,3	2,7
Pêche et pisciculture	23	25	23	22	24	27	25	25	-0,5	-1,1
Consommation de capital fixe	2 216	2 184	2 173	2 212	2 209	2 214	2 253	2 300	2,1	-0,6
Agriculture	2 049	2 016	2 000	2 034	2 024	2 027	2 060	2 100	1,9	-0,8
Sylviculture	161	161	166	171	177	180	186	193	3,4	0,9
Pêche et pisciculture	7	7	7	7	7	7	7	7	-0,3	-2,3
Valeur ajoutée nette aux prix de base	4 436	3 781	4 262	3 559	3 485	3 210	3 612	3 241	-10,3	-2,9
Agriculture	4 182	3 554	3 989	3 417	3 397	3 099	3 507	3 116	-11,1	-3,2
Sylviculture	238	210	257	128	71	92	88	107	21,7	6,6
Pêche et pisciculture	16	18	16	15	17	20	18	18	-0,5	-0,7
Rémunération des salariés	2 223	2 204	2 352	2 171	2 236	2 244	2 266	2 254	-0,5	--
Agriculture	1 793	1 768	1 784	1 738	1 802	1 822	1 835	1 849	0,8	--
Sylviculture	422	429	560	425	426	414	424	397	-6,3	--
Pêche et pisciculture	7	7	7	8	8	8	8	8	-1,7	--
Autres impôts sur la production	343	377	379	371	368	378	377	374	-0,7	--
Agriculture	319	343	332	338	338	345	344	342	-0,5	--
Sylviculture	22	32	45	31	29	32	32	31	-2,2	--
Pêche et pisciculture	1	1	2	2	1	1	1	1	1,5	--
Autres subventions sur la production	2 484	2 756	2 680	2 840	2 917	2 918	2 945	2 888	-1,9	--
Agriculture	2 345	2 584	2 388	2 612	2 711	2 696	2 753	2 715	-1,4	--
Sylviculture	139	172	292	228	206	222	192	174	-9,5	--
Pêche et pisciculture	0	0	0	0	0	0	0	0	-2,2	--
Excédent net d'exploitation / revenu mixte net	4 354	3 956	4 212	3 858	3 797	3 507	3 914	3 500	-10,6	--
Agriculture	4 415	4 026	4 260	3 952	3 968	3 628	4 081	3 639	-10,8	--
Sylviculture	-68	-80	-56	-100	-178	-132	-176	-148	-16,0	--
Pêche et pisciculture	8	9	7	6	8	11	9	9	0,3	--
Revenu net d'entreprise	3 754	3 391	3 628	3 253	3 193	2 966	3 395	2 983	-12,2	--
Agriculture	3 808	3 454	3 670	3 340	3 356	3 082	3 551	3 109	-12,5	--
Sylviculture	-61	-71	-47	-92	-171	-126	-164	-135	-18,0	--
Pêche et pisciculture	6	8	6	5	7	10	8	8	0,9	--

© OFS, Système des comptes économiques et satellites du secteur primaire, Comptes de branche du secteur primaire
Etat 27.04.2006 ¹⁾ Définitif ²⁾ Provisoire ³⁾ Estimation ⁴⁾ Seulement sur les opérations de biens et services

T2 Comptes de branche du secteur primaire 1998-2005, à prix courants, en millions de francs

Éléments d'accumulation et de patrimoine

Séquence comptable	1998 ¹⁾	1999 ¹⁾	2000 ¹⁾	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾	2004 ²⁾	2005 ³⁾	Variation nominale 2005/2004 en % ³⁾	Variation aux prix de l'année précédente 2005/2004 en % ³⁾⁴⁾
et branche économique										
ELEMENTS D'ACCUMULATION										
Formation brute de capital fixe	1 771	1 686	1 835	1 864	1 729	1 663	1 755	1 716	-2,2	-5,0
Agriculture	1 647	1 550	1 680	1 704	1 587	1 536	1 631	1 590	-2,5	-5,3
Sylviculture	117	129	148	154	136	121	120	122	1,8	-1,2
Pêche et pisciculture	7	6	7	7	6	6	5	5	4,0	2,2
Consommation de capital fixe	2 216	2 184	2 173	2 212	2 209	2 214	2 253	2 300	2,1	-0,6
Agriculture	2 049	2 016	2 000	2 034	2 024	2 027	2 060	2 100	1,9	-0,8
Sylviculture	161	161	166	171	177	180	186	193	3,4	0,9
Pêche et pisciculture	7	7	7	7	7	7	7	7	-0,3	-2,3
Formation nette de capital fixe	- 445	- 498	- 339	- 348	- 479	- 551	- 498	- 583	17,1	14,9
Agriculture	- 401	- 465	- 321	- 330	- 437	- 491	- 429	- 510	18,9	16,7
Sylviculture	- 43	- 32	- 18	- 18	- 41	- 59	- 67	- 71	6,2	4,6
Pêche et pisciculture	0	- 1	0	- 1	- 1	- 1	- 2	- 2	-8,3	-10,7
Variation des stocks	106	- 9	99	- 54	- 16	- 170	47	6	-86,6	-31,6
Agriculture	101	- 6	66	- 54	22	- 157	44	10	-76,1	-19,8
Sylviculture ⁵⁾	5	- 2	33	0	- 38	- 12	3	- 4	-239,0	-204,2
Pêche et pisciculture	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--
Transferts en capital	172	183	202	203	184	197	189	180	-5,0	--
Agriculture	93	95	106	110	98	121	117	112	-3,9	--
Sylviculture	79	89	96	93	86	76	72	67	-6,7	--
Pêche et pisciculture	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--
ELEMENTS DE PATRIMOINE										
Actifs fixes	44 125	43 258	44 198	45 028	44 567	44 470	44 990	45 724	1,6	-1,3
Agriculture	40 192	39 293	40 101	40 736	40 242	40 125	40 554	41 343	1,9	-0,9
Sylviculture	3 856	3 888	4 019	4 214	4 246	4 265	4 358	4 303	-1,2	-4,5
Pêche et pisciculture	77	77	77	79	79	79	78	78	-0,4	-2,9
Actifs cultivés (plantations et animaux de rente)	3 418	3 346	3 794	3 453	3 443	3 626	3 790	3 751	-1,0	0,4
Agriculture	3 418	3 346	3 794	3 453	3 443	3 626	3 790	3 751	-1,0	0,4
Sylviculture	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--
Pêche et pisciculture	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--
Constructions	28 428	27 973	28 533	29 469	29 088	28 748	28 792	29 341	1,9	-1,4
Agriculture	24 967	24 477	24 916	25 680	25 278	24 930	24 911	25 543	2,5	-0,8
Sylviculture	3 446	3 480	3 602	3 775	3 795	3 803	3 866	3 782	-2,2	-5,4
Pêche et pisciculture	15	15	15	15	15	15	15	15	0,0	-1,2
Equipements et autres actifs fixes	12 279	11 939	11 871	12 106	12 036	12 095	12 408	12 632	1,8	-1,4
Agriculture	11 807	11 469	11 391	11 603	11 521	11 569	11 853	12 048	1,6	-1,6
Sylviculture	411	408	417	439	451	462	491	521	6,0	2,5
Pêche et pisciculture	62	62	63	64	65	64	63	63	-0,5	-3,2
Stocks	2 757	2 855	3 220	2 873	2 903	2 879	2 926	2 906	-0,7	2,7
Agriculture	2 721	2 821	3 109	2 814	2 865	2 847	2 895	2 877	-0,6	2,8
Sylviculture ⁵⁾	35	34	112	59	38	32	31	30	-3,4	0,4
Pêche et pisciculture	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--
Terrains (seulement les améliorations foncières)	6 024	5 878	5 919	6 006	5 990	5 935	5 958	5 893	-1,1	-2,5
Agriculture	4 067	3 892	3 889	3 906	3 795	3 688	3 685	3 662	-0,6	-1,9
Sylviculture	1 958	1 986	2 030	2 100	2 195	2 247	2 273	2 231	-1,9	-3,4
Pêche et pisciculture	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--

© OFS, Système des comptes économiques et satellites du secteur primaire, Comptes de branche du secteur primaire
Etat 27.04.2006 ¹⁾ Définitif ²⁾ Provisoire ³⁾ Estimation ⁴⁾ Seulement sur les opérations de biens et services ⁵⁾ Sans le stock du bois sur pied

T3 Comptes économiques de l'agriculture* 2000-2006, à prix courants, en millions de francs

Opérations courantes et éléments d'accumulation

Séquence comptable	2000 ¹⁾	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾	2004 ¹⁾	2005 ²⁾	2006 ³⁾	Variation nominale 2006/2005 en % ³⁾	Variation aux prix de l'année précédente 2006/2005 en % ³⁾⁴⁾	Variation nominale 2006/(2003-2005) en % ³⁾⁴⁾
COMPTE DE PRODUCTION										
Production totale aux prix de base	10 890	10 243	10 381	10 114	10 951	10 287	10 009	-2,7	-1,3	-4,2
Production marchande	10 323	9 800	9 935	9 640	10 393	9 773	9 496	-2,8	-1,2	-4,4
Intraconsommation dans l'exploitation	1 301	1 165	1 234	1 193	1 497	1 324	1 060	-19,9	-12,6	-20,8
Ventes à d'autres unités agricoles	666	661	659	753	781	783	768	-1,9	0,2	-0,5
Ventes en dehors de la branche et variation des stocks	8 356	7 975	8 043	7 693	8 116	7 666	7 668	0,0	0,6	-2,0
Production pour usage final propre	567	443	446	474	557	514	513	-0,1	-2,0	-0,4
Autoconsommation (ménages agricoles)	163	154	150	149	141	135	135	0,2	-1,3	-4,5
Production pour compte propre de biens de capital fixe (plantations, animaux de rente)	404	289	296	326	416	379	378	-0,2	-2,2	1,2
Consommation intermédiaire	5 903	5 820	6 010	6 091	6 422	6 220	5 996	-3,6	-1,3	-4,0
Semences et plants	344	314	314	320	299	317	318	0,2	0,9	1,9
Energie, lubrifiants	401	394	379	385	397	424	446	5,1	-0,2	10,8
Engrais et amendements	142	147	155	169	183	182	188	3,5	-1,8	5,6
Produits de protection des cultures, pesticides	133	138	132	128	126	126	126	0,3	0,1	-0,1
Dépenses vétérinaires	161	164	160	171	170	180	180	0,5	-0,2	4,1
Aliments pour animaux	2 708	2 585	2 759	2 657	2 940	2 701	2 442	-9,6	-2,4	-11,7
Entretien du matériel	379	394	420	437	462	471	470	-0,1	-1,3	3,0
Entretien des bâtiments	121	154	158	186	196	193	197	2,4	-2,2	2,8
Services agricoles	560	563	560	636	655	650	638	-1,8	-2,1	-1,4
Autres biens et services	954	967	974	1 003	994	976	990	1,4	0,8	-0,1
Valeur ajoutée brute aux prix de base	4 987	4 424	4 370	4 024	4 528	4 067	4 013	-1,3	-1,2	-4,6
Consommation de capital fixe	1 896	1 917	1 925	1 919	1 939	1 975	2 004	1,4	-1,0	3,0
Valeur ajoutée nette aux prix de base ⁵⁾	3 091	2 506	2 446	2 105	2 590	2 092	2 010	-3,9	-1,4	-11,2
COMPTE D'EXPLOITATION										
Valeur ajoutée brute aux prix de base	4 987	4 424	4 370	4 024	4 528	4 067	4 013	-1,3	-1,2	-4,6
Rémunération des salariés	1 168	1 138	1 125	1 151	1 219	1 215	1 211	-0,3	--	1,4
Autres impôts sur la production	322	328	328	335	308	309	311	0,8	--	-1,9
Autres subventions sur la production	2 386	2 609	2 709	2 694	2 717	2 682	2 687	0,2	--	-0,4
Excédent brut d'exploitation / revenu mixte brut	5 882	5 567	5 626	5 232	5 719	5 225	5 179	-0,9	--	-4,0
Excédent net d'exploitation / revenu mixte net ⁵⁾	3 986	3 650	3 702	3 312	3 781	3 250	3 175	-2,3	--	-7,9
COMPTE DU REVENU D'ENTREPRISE										
Excédent brut d'exploitation / revenu mixte brut	5 882	5 567	5 626	5 232	5 719	5 225	5 179	-0,9	--	-4,0
Intérêts à payer	367	391	393	326	299	303	306	0,7	--	-1,3
Fermages à payer	209	202	203	200	200	201	201	0,0	--	0,2
Revenu brut d'entreprise	5 306	4 974	5 031	4 705	5 220	4 721	4 672	-1,0	--	-4,3
Revenu net d'entreprise ⁵⁾	3 410	3 057	3 106	2 786	3 281	2 746	2 669	-2,8	--	-9,2
COMPTE DE CAPITAL (ELEMENTS)										
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1590	1602	1 501	1 446	1556	1529	1 524	-0,3	-2,8	0,9
FBCF en animaux	28	9	-3	-4	35	30	17	-42,8	-44,3	-16,1
FBCF en plantations	93	90	97	70	100	96	100	3,3	3,1	12,2
FBCF en matériel de transport	304	284	272	257	275	269	254	-5,5	-7,3	-4,9
FBCF en autres machines et équipements	549	568	553	567	566	567	584	3,0	1,2	3,0
FBCF en bâtiments	539	574	493	480	506	497	488	-1,8	-5,8	-1,2
FBCF en actifs fixes incorporels (logiciels)	4	13	30	28	25	12	24	103,8	104,9	10,8
Addition à la valeur des terrains (améliorations foncières, coûts de transfert de propriété)	74	65	58	48	49	59	58	-1,4	-4,8	11,3
Variation des stocks	66	-54	22	-157	147	21	-27	-227,8	-195,8	-836,0
Transferts en capital à recevoir	106	110	98	121	115	102	109	-10,6	--	-3,5

© OFS, Système des comptes économiques et satellites du secteur primaire, Comptes économiques de l'agriculture
Etat 13.09.2006 1) Définitif 2) Provisoire 3) Estimation 4) Seulement sur les opérations de biens et services 5) Solde brut moins la consommation de capital fixe
* Au contraire du compte de branche « Agriculture », les CEA ne comprennent ni les services horticoles, ni les petits producteurs

T4 Comptes économiques de l'agriculture* 2000-2006, à prix courants, en millions de francs*Production*

Activité et produit	2000 ¹⁾	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾	2004 ¹⁾	2005 ²⁾	2006 ³⁾	Variation nominale 2006/2005 en % ³⁾	Variation aux prix de l'année précédente 2006/2005 en % ³⁾⁴⁾	Variation nominale 2006/ (2003-2005) en % ³⁾⁴⁾
Production de la branche agricole	10 890	10 243	10 381	10 114	10 951	10 287	10 009	-2,7	-1,3	-4,2
Production agricole	10 543	9 936	10 099	9 847	10 681	10 015	9 722	-2,9	-1,5	-4,5
Production de biens agricoles	9 983	9 374	9 539	9 211	10 025	9 365	9 084	-3,0	-1,4	-4,7
Production végétale	4 769	4 304	4 533	4 203	4 899	4 485	4 205	-6,3	-3,0	-7,2
Céréales (y compris semences)	620	487	505	413	522	470	441	-6,1	-3,8	-5,8
Blé et épeautre	351	262	279	246	281	260	257	-0,9	1,2	-1,9
Orge	131	101	102	90	128	107	103	-3,1	0,1	-4,5
Maïs (grains)	84	78	69	35	70	69	49	-28,5	-26,6	-15,0
Autres céréales	54	47	55	42	43	35	31	-10,1	-7,8	-21,1
Plantes industrielles	263	237	289	277	304	287	267	-7,0	-8,2	-7,8
Oléagineux (y compris semences)	65	67	85	89	97	90	88	-2,4	-5,6	-4,2
Protéagineux (y compris semences)	8	9	13	16	15	14	15	3,0	10,3	-1,6
Tabac brut	18	21	23	24	20	23	20	-11,6	-11,6	-9,1
Betteraves sucrières	166	137	164	144	168	155	139	-10,1	-11,0	-10,7
Autres plantes industrielles	5	4	4	4	4	5	5	-4,1	-3,2	4,7
Plantes fourragères	1 233	1 102	1 199	1 073	1 523	1 308	1 001	-23,4	-10,1	-23,0
Maïs fourrage	172	149	98	117	157	127	109	-14,4	-12,8	-18,7
Plantes sarclées fourragères	21	15	13	12	11	9	7	-19,8	-19,8	-32,1
Autres plantes fourragères (foin, pâturage, silage d'herbe, etc.)	1 040	938	1 088	943	1 355	1 172	886	-24,4	-9,7	-23,4
Produits maraîchers et horticoles	1 336	1 281	1 356	1 332	1 329	1 290	1 277	-1,0	-3,4	-3,0
Légumes frais	468	474	504	548	520	510	514	0,7	-5,6	-2,4
Plantes et fleurs	868	808	852	784	809	780	764	-2,1	-1,9	-3,4
Plants de pépinières	270	256	277	276	280	285	293	2,9	2,7	4,5
Fleurs et plantes ornementales (y compris arbres de Noël)	504	461	477	438	429	399	371	-7,0	-6,3	-12,0
Plantations (pour compte propre)	93	90	97	70	100	96	100	3,3	2,9	12,2
Pommes de terre (y compris semences)	207	192	188	181	171	171	156	-8,7	-9,6	-10,4
Fruits	658	552	556	525	607	518	579	11,7	12,3	5,3
Fruits frais	366	289	311	311	351	297	326	9,9	11,5	2,1
Raisins	292	263	246	214	255	221	252	14,2	13,4	9,8
Vins	425	431	418	386	421	411	453	10,4	8,6	11,7
Autres produits végétaux	28	21	22	17	22	30	29	-2,4	1,1	26,8
Production animale	5 213	5 070	5 006	5 008	5 127	4 880	4 879	0,0	0,0	-2,5
Animaux	2 460	2 265	2 264	2 391	2 525	2 356	2 388	1,4	0,3	-1,5
Bovins	1 137	924	952	1 049	1 156	1 121	1 178	5,1	2,4	6,3
Porcins	1 074	1 082	1 033	1 063	1 079	972	966	-0,6	0,1	-6,9
Équidés	5	8	8	7	7	4	3	-22,9	-27,3	-49,1
Ovins	52	56	57	52	52	47	45	-4,0	-2,3	-10,2
Caprins	2	3	3	3	3	3	3	1,4	1,4	2,6
Volailles	176	180	194	201	210	196	178	-9,0	-9,7	-11,7
Autres animaux	14	12	18	17	19	14	14	2,0	2,0	-14,4
Produits animaux	2 753	2 804	2 742	2 617	2 602	2 524	2 491	-1,3	-0,2	-3,5
Lait	2 569	2 614	2 546	2 421	2 414	2 336	2 304	-1,4	-0,2	-3,6
Oeufs	178	181	189	187	178	180	179	-0,4	0,0	-1,4
Autres produits animaux	7	10	7	10	10	8	8	-0,5	-8,1	-12,8
Production de services agricoles	560	563	560	636	655	650	638	-1,8	-2,1	-1,4
Services agricoles	529	526	524	596	618	622	628	0,9	0,3	2,6
Location de quotas laitiers	31	37	36	40	37	28	10	-63,5	-56,1	-71,2
Activités secondaires non agricoles (non séparables)	347	307	282	267	270	271	287	5,8	5,7	6,6
Transformation de produits agricoles	187	180	183	172	193	190	197	3,6	3,6	6,6
Autres activités secondaires non séparables (biens et services)	160	127	98	95	77	81	90	10,8	10,6	6,5

© OFS, Système des comptes économiques et satellites du secteur primaire, Comptes économiques de l'agriculture
Etat 13.09.2006 ¹⁾ Définitif ²⁾ Provisoire ³⁾ Estimation ⁴⁾ Seulement sur les opérations de biens et services

* Au contraire du compte de branche «Agriculture», les CEA ne comprennent ni les services horticoles, ni les petits producteurs

Annexes

B: Abréviations et terminologie

C: Délimitation du secteur primaire

Abréviations

ART	Station fédérale de recherches Agroscope Reckenholz-Tänikon (nouvelle dénomination depuis le 1 ^{er} juin 2006, anciennement FAT)
CCF	Consommation de capital fixe
CEA	Comptes économiques de l'agriculture
CES	Comptes économiques de la sylviculture
CN	Comptes nationaux
CRA	Comptes régionaux de l'agriculture
EPT	Emploi en équivalence plein temps
Euro	Monnaie européenne (€)
Eurostat	Office statistique des Communautés européennes
FBCF	Formation brute de capital fixe
Fr.	Franc
n.c.a.	non contenu ailleurs
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFAG	Office fédéral de l'agriculture
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFS	Office fédéral de la statistique
PAC	Politique agricole commune de l'UE
PIB	Produit intérieur brut
PPA	Parité de pouvoir d'achat
SAKO-1	Système des comptes économiques et satellites du secteur primaire
SCN 1993	Système des comptes nationaux 1993
SEC 1995	Système européen des comptes 1995
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
t	Tonne
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
USP	Union suisse des paysans
UTA	Unité de travail annuel

Terminologie

Amortissements

▷ Voir consommation de capital fixe.

Bois sur pied

Le terme de bois sur pied qualifie les arbres qui n'ont pas encore été abattus par bûcheronnage; ce terme comprend donc également les arbres suspendus, arrachés et couchés par des causes naturelles.

Comptes nationaux

Les comptes nationaux (CN) sont une présentation d'informations très diverses dans un cadre comptable cohérent. Statistiques de synthèse par excellence, les CN donnent une représentation macro-économique des activités économiques réalisées dans un pays au cours d'une année.

▷ Voir compte de branche, comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture, valeur ajoutée brute (Produit intérieur brut).

Compte de branche

Au sein des comptes nationaux, le compte de branches se concentre sur la description des activités économiques d'une seule branche d'une activité.

Compte de production

Le compte de production enregistre les opérations relatives au processus de production. Il inclut en ressources la production et en emplois la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée brute forme le solde du compte de production (valeur de production moins la consommation intermédiaire). Si on déduit encore la consommation de capital fixe, on obtient la valeur ajoutée nette. De manière standard dans les modules du cadre central de SAKO-1, le compte de production est évalué à prix courants, à prix constants (prix de l'année précédente) ainsi qu'à prix constants d'une année de référence (exemple: 2000)

▷ Voir séquence comptable, réel (évaluation à prix constants).

Compte du revenu d'entreprise

Le compte du revenu d'entreprise permet de mesurer un revenu qui est proche du concept de profit courant avant distribution et impôt sur le revenu, tel qu'il est habituellement utilisé dans la comptabilité d'entreprise. Le solde «Excédent d'exploitation net / revenu mixte net» plus les intérêts à recevoir, moins les intérêts et les fermages à payer donnent comme solde le revenu d'entreprise net.

▷ Voir séquence comptable.

Compte d'exploitation

Le compte d'exploitation s'intéresse à la formation des revenus issus du processus de production et à leur répartition entre le facteur de production «travail» et les administrations publiques (à travers les impôts et les subventions). ▷ Voir séquence comptable.

Comptes économiques de l'agriculture

Les Comptes économiques de l'agriculture (CEA) forment une synthèse macroéconomique de l'agriculture, dont l'univers est délimité par les relevés de structures agricoles. Cette statistique de synthèse enregistre en ressources et en emplois les opérations courantes en biens et services au cours d'une année civile, ainsi que d'autres flux. Des éléments du compte de capital (formation brute et consommation de capital fixe, etc.) ainsi que du patrimoine en actifs fixes non financiers (machines, bâtiments, animaux, plantations, logiciels, etc.) sont également évalués. En tant qu'élément principal du compte de branche «Agriculture», les CEA servent indirectement de source pour les Comptes nationaux (CN).

Les CEA ne contiennent ni les services horticoles, ni les petits producteurs, dont la surface agricole utile ou le cheptel exploités sont inférieurs aux normes minimales délimitant l'univers des exploitations agricoles des relevés des structures agricoles de l'OFS (selon les normes d'Eurostat).

L'évaluation économique s'effectue au niveau suisse selon les principes du concept intérieur, et couvre par conséquent les opérations économiques sur le territoire économique national réalisées aussi bien par des unités résidentes de l'économie nationale que par des unités non résidentes. Depuis 2006, les CEA suisses sont également régionalisés par cantons (Comptes régionaux de l'agriculture, CRA).

La méthode se base sur le Système européen des Comptes SEC95 (Eurostat, 1996) et sur ses extensions harmonisées sectorielles: les Comptes économiques de l'agriculture (Eurostat, 2000). ▷ Voir séquence comptable.

Comptes économiques de la sylviculture

Les Comptes économiques de la sylviculture (CES) forment une synthèse macroéconomique de la sylviculture. Cette statistique de synthèse enregistre en ressources et en emplois les opérations courantes en biens et services au cours d'une année civile, ainsi que d'autres flux. Des éléments du compte de capital (formation brute et consommation de capital fixe, etc.) ainsi que du patrimoine en actifs fixes non financiers (machines, bâtiments, reboisements, ouvrages de protections, logiciels, etc.) sont également évalués. En tant qu'élément fonda-

teur du compte de branche «Sylviculture», les CES servent indirectement de source pour les Comptes nationaux (CN). L'évaluation économique s'effectue au niveau suisse selon les principes du concept intérieur. La méthode se base sur le Système européen des Comptes SEC95 (Eurostat, 1996) et sur ses extensions harmonisées sectorielles: les Comptes économiques de la sylviculture (Eurostat, 2000). ▷ Voir séquence comptable, comptes économiques de l'agriculture, comptes de branche.

Consommation de capital fixe

L'usure et l'obsolescence prévisible des biens de capital fixe au cours de la période considérée représente une charge, implicite tant que le bien n'est pas remplacé par une nouvelle acquisition. La consommation de capital fixe mesure cette usure et obsolescence. Sa prise en compte en emplois du compte de production permet de répartir les charges consacrées à la formation de capital fixe sur toute la période d'utilisation. La consommation de capital fixe («amortissements») est évaluée aux prix de renouvellement. ▷ Voir séquence comptable.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire est égale à la valeur des biens et services utilisés comme intrants au cours de la production, et qui sont soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production. En agriculture par exemple, font partie de la consommation intermédiaire: les fourrages, les engrais, semences et plants achetés, les produits phytosanitaires, l'énergie, l'entretien des machines et des bâtiments, les services agricoles (travaux à façon) ainsi que tous les autres biens et services (vétérinaire, services d'assurances, cotisations pour les associations professionnelles, etc.). L'usure des actifs fixes n'est pas comprise dans la consommation intermédiaire, mais est enregistrée en ▷ consommation de capital fixe. ▷ Voir aussi séquence comptable.

Excédent net d'exploitation, revenu mixte net

Le solde mixte excédent net d'exploitation / revenu mixte net est obtenu à partir de la ▷ valeur ajoutée nette de laquelle est déduite la ▷ rémunération des salariés et les autres impôts sur la production et à laquelle sont ajoutées les autres subventions sur la production. On ne distingue pas dans les CEA ou les CES le solde «excédent net d'exploitation» du «revenu mixte net». Le premier solde est obtenu après que l'ensemble du travail a déjà été rétribué (l'ensemble du travail étant salarié pour les sociétés publiques ou privées). Le second solde contient encore un élément de rétribution du travail non salarié, celui des indépendants. Ce n'est que dans les comptes

de branche du secteur primaire, avec la sectorisation, que ce solde hybride du compte d'exploitation est dûment séparé. ▷ Voir séquence comptable.

Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Par actifs fixes, il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

Intraconsommation sur l'exploitation

L'intraconsommation sur l'exploitation comprend les produits, produits au sein d'une unité et qui sont utilisés par la même unité comme consommation intermédiaire dans le processus de production. L'intraconsommation est à enregistrer pour autant qu'il y ait flux entre deux activités distinctes. Exemple: les fourrages pour usage propre sont enregistrés, étant issus de la production fourragère et employés par l'élevage; au contraire, la production de semences pour usage propre n'est pas valorisée, étant produite par l'activité de production végétale et consommée par cette même activité.

Nominal (évaluation à prix courants)

▷ Voir Réel (évaluation à prix constants).

Prix de base

Prix au producteur moins les impôts sur produits (par exemple les retenues de co-responsabilité des producteurs laitiers) plus les subventions sur produits (par exemple les primes de cultures et de non-ensilage). La production est évaluée aux prix de base.

Production totale

La valeur de la production totale comprend les ventes de produits (biens et services) agricoles ou sylvicoles à d'autres unités agricoles ou sylvicoles, les ventes à d'autres branches économiques, les exportations, l'autoconsommation par les ménages agricoles ou sylvicoles, les variations de stocks, la production de capital fixe pour compte propre (bétail, plantations de cultures arboricoles, de vignes, de baies et petits fruits, de houblon et autres, reboisements et infrastructures forestières). La production totale contient de plus les biens qui seront, de manière séparée de l'activité primaire, transformés par l'entreprise, ainsi que ▷ l'intraconsommation. ▷ Voir séquence comptable.

Reboisements

Plantations de forêts faites dans l'année sur des surfaces qui n'appartenaient pas auparavant à la surface forestière productive.

Réel (évaluation à prix constants)

Les opérations sur biens et services (production, consommation intermédiaire, formation brute de capital fixe), la consommation de capital fixe et la valeur ajoutée sont évaluées à prix courants (nominal) et à prix constants, soit aux prix de l'année précédente, soit aux prix d'une année de référence (2000). L'influence des prix a donc été supprimée des évolutions en termes réels (mesures en volumes, donc quantités et qualités).

Rémunération des salariés

La rémunération des salariés se définit comme le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes. Elle comprend les salaires et traitements bruts (en espèces et en nature) ainsi que les cotisations sociales à la charge des employeurs (cotisations effectives et imputées).

Revenu d'entreprise net

Évalué de manière simplifiée pour les comptes du secteur primaire: le solde ▷ «excédent net d'exploitation / Revenu mixte net» moins les revenus de la propriété à payer (intérêts de la dette et fermages (loyer des terres) à payer) plus les revenus de la propriété à recevoir (intérêts créanciers, et fermages - loyer des terres perçu par les entreprises forestières). En agriculture, le revenu d'entreprise net correspond grossièrement à la notion micro-économique de «revenu agricole». ▷ Voir séquence comptable.

Séquence comptable

Les ▷ Comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture ainsi que les comptes de branche du secteur primaire sont articulés autour d'une séquence de comptes liés les uns aux autres. Dans le SEC95, la séquence complète des comptes comprend les comptes des opérations courantes, les comptes d'accumulation et les comptes de patrimoine. Ces différents comptes permettent de comptabiliser dans un ensemble ordonné des opérations et d'autres flux liés à des aspects spécifiques du cycle économique (par exemple, la production). Ces opérations vont de la formation du revenu jusqu'à son accumulation sous forme patrimoniale en passant par sa distribution et sa redistribution. Les soldes comptables qui

s'en déduisent sont par la suite utilisés en tant qu'agrégat comme instruments de mesure de la performance économique.

Les comptes économiques du secteur primaire sont structurés en une séquence continue de trois comptes d'opérations courantes (compte de production, d'exploitation et du revenu d'entreprise), enrichie d'éléments du compte de capital (accumulation) et d'éléments du compte de patrimoine. Cette séquence comptable s'attache à évaluer la performance économique des activités agricoles, sylvicoles et piscicoles, du processus de pro-

duction (compte de production) jusqu'au dégagement du revenu primaire issu des activités primaires (compte du revenu d'entreprise), en passant par les flux avec l'Etat (impôts et subventions sur la production), la rémunération du travail salarié et les revenus principaux de la propriété (fermages et intérêts). Afin d'assurer une cohérence sur l'ensemble des opérations sur biens et services, des éléments d'accumulation du capital (éléments du compte de capital) et du patrimoine productif (éléments du compte de patrimoine) sont également comptabilisés.

UE-25

France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Danemark, Irlande, Portugal, Espagne, Grèce, Autriche, Finlande, Suède, Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Malte, Pologne, Slovénie, République slovaque.

Unité de travail annuel (UTA)

Mesure standard du travail. Les personnes occupées à temps plein ou partiel sont comptées à raison du temps de travail qu'elles consacrent à l'exploitation (base: 280 journées de travail; Ordonnance sur l'évaluation de la durabilité, SR 919.118).

Valeur ajoutée brute (Produit intérieur brut)

On obtient la valeur ajoutée brute en soustrayant de la valeur de la production d'un secteur ou d'une branche économique (ventes de biens et services, modification des stocks, production de biens de capital fixe pour compte propre) la consommation intermédiaire (valeur de toutes les matières premières et auxiliaires, énergie ainsi que de toutes les prestations fournies par des tiers).

Du point de vue des ressources, le produit intérieur brut est obtenu en ajustant la somme des valeurs ajoutées brutes des branches de l'économie par la production imputée de services bancaires, la TVA grevant les produits et les impôts nets liés à l'importation.

Valeur ajoutée nette

C'est la valeur ajoutée brute moins la consommation de capital fixe (les «amortissements»). Voir séquence comptable.

Valeur de production

Voir production totale. La méthode d'évaluation la plus importante employée pour la valorisation de la production de biens agricoles, sylvicoles et piscicoles est la multiplication des quantités produites par leurs prix de base respectifs. Voir séquence comptable.

Schéma simplifié de la séquence comptable*

Opérations courantes	
Emplois	Ressources
Consommation intermédiaire	Production
Valeur ajoutée brute (solde brut)	
Consommation de capital fixe	Valeur ajoutée brute (solde brut)
Valeur ajoutée nette (solde net)	
Compte d'exploitation	
Rémunération des salariés	Valeur ajoutée nette (solde net)
Autres impôts sur la production	
Excédent net d'exploitation / revenu mixte net	Autres subventions sur la production
Compte du revenu d'entreprise	
Intérêts de la dette et fermages à payer	Excédent net d'exploitation / revenu mixte net
Revenu net d'entreprise	Intérêts et fermages à recevoir
Accumulation et patrimoine	
Éléments du compte de capital	
Formation brute de capital fixe	Transferts en capital à recevoir (aides à l'investissement, autres transferts en capital)
Variation des stocks	
Consommation de capital fixe	
Éléments du compte de patrimoine	
	Actifs non financiers (actifs produits fixes, stocks, actifs non produits)

*Les dimensions des cases sont arbitraires et ne sont pas à l'échelle

Délimitation du secteur primaire

Les modules du cadre central du système des comptes économiques et satellites du secteur primaire sont délimités comme suit:

Comptes de branche	Comptes spécifiques	Domaines	Activités principales couvertes	Activités non couvertes*	Séries disponibles	Diffusion standard sur internet**
Agriculture					1990-2005	Oui
Comptes économiques de l'agriculture (CEA)	Agriculture «classique» et services agricoles	Production végétale (grandes cultures, fourrages, légumes, champignons, fruits, raisins et vins) et animale (bovins et lait, porcins, équidés, ovins et laine, caprins, volailles et œufs, apiculture, etc.) des exploitations agricoles selon les normes minimales des relevés des structures agricoles de l'OFS (univers CEA). Prestations de services agricoles (de travaux à façon). Activités non agricoles non séparables (transformation de biens agricoles, services d'entretien pour la collectivité).	Activités agricoles: culture du riz, d'olives, cueillette de fruits et de champignons sauvages, de safran, chasse. Économie souterraine: production illégale de biens licites (lait, spiritueux) et illicites (stupéfiants). Activités non agricoles: gîtes ruraux en chambre, campings, restauration, etc.	1985-2006	Oui	
	Horticulture (pépinières, floriculture)	Production d'arbustes ornementaux, de fleurs en pot et coupées, de pépinières fruitières, de plantes vivaces et autres biens horticoles	Services horticoles (paysagisme et entretien des jardins et espaces verts.	1985-2006	Oui	
	Petits producteurs	Arboriculture	Production fruitière pour autoconsommation des ménages non- agricoles	Seules les activités agricoles ayant un poids économique relativement significatif ont été retenues.	1990-2005	Non
	Cultures maraîchères	Production maraîchère pour autoconsommation des ménages non- agricoles	De plus, en raison de lacunes statistiques, certaines productions pour autoconsommation n'ont pas été retenues (pommes de terre, menu bétail).	1990-2005	Non	
	Apiculture	Élevage de colonies d'abeilles et production de miel et de cire par les apiculteurs/apicultrices non compris dans l'univers CEA.		1990-2005	Non	
	Viticulture	Production viticole des unités non comprises dans l'univers CEA.		1990-2005	Non	
	Services horticoles	Paysagisme et entretien des jardins et espaces verts.	Activités des bureaux d'architectes paysagistes	1990-2005	Non	
Sylviculture					1990-2005	Oui
Comptes économiques de la sylviculture (CES)	Entreprises forestières «publiques»	Production de bois, de boisement, de pépinières forestières, de services forestiers et de biens et services non sylvicoles non séparables (transformation et commerce du bois, biens d'investissement pour usage final propre) des exploitations «publiques ou mixtes» au sens de la statistique forestière de l'OFS.	Cueillette de fruits sauvages en forêt, cueillette de châtaignes, chasse.	1990-2005	Oui	
	Forêt privée	Production de bois et de boisement de la forêt privée.		1990-2005	Oui	
	Entrepreneurs forestiers	Travaux à façon forestiers (bûcheronnage, débardage) et production de bois (à partir de bois acheté sur pied auprès des propriétaires).		1990-2005	Oui	
	Pépinières forestières	Production de pépinières forestières pour usage intra- et hors branche.		1990-2005	Oui	
Pêche et pisciculture					1990-2005	Oui
	Pêche lacustre	Pêche professionnelle lacustre, principalement au filet (selon les captures annoncées à l'OFEV)	Pêche à la ligne de loisir, élevage d'alevins pour repeuplement	1990-2005	Non	
	Pisciculture	Production marchande (élevage et garde de poissons pour engraissement et vente).		1990-2005	Non	

* Traditionnellement, dans le système statistique suisse, les activités extractives et minières ne font pas partie du secteur primaire. Le secteur primaire comme il est compris dans la présente publication est donc délimité par les sections A (agriculture, chasse, sylviculture) et B (pêche et pisciculture) de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA), respectivement par les divisions 01 (Agriculture, chasse et services annexes), 02 (Sylviculture et services annexes) et 05 (Pêche et pisciculture) de la NOGA.

** www.statistique.admin.ch, www.agr.bfs.admin.ch

Annexe D: Références

Références

Bibliographie

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2003*, Berne 2003.

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2004*, Berne 2004.

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2005*, Berne 2005.

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2006*, Berne 2006.

Office fédéral de l'environnement, *La forêt et le bois, annuaire 2005, Cahier de l'environnement n° 386*, Berne 2005.

Office fédéral de la statistique, *Reflets de l'agriculture suisse, édition 2003*, Neuchâtel 2003.

Office fédéral de la statistique, *Une introduction à la théorie et à la pratique des Comptes nationaux, Méthodes et concepts du SEC*, Neuchâtel 2003.

Office fédéral de la statistique, *Le système de comptabilité nationale, Compte de production de la Suisse, 1990 à 2002 (SEC 95)*, Neuchâtel 2004.

Office fédéral de la statistique, *Productivité du travail, Comparaisons internationales: Le rôle des données dans l'interprétation des résultats*, Neuchâtel 2004.

Office fédéral de la statistique, *Reflets de l'agriculture suisse, édition 2004*, Neuchâtel 2004.

Office fédéral de la statistique, *Compte de production de la Suisse, Résultats provisoires 2003 et définitifs 2002*, Neuchâtel 2005.

Office fédéral de la statistique, *Recensement fédéral des entreprises agricoles de 2005 (communiqué de presse du 17.08.2006)*, Neuchâtel 2006.

Office fédéral de la statistique, *L'agriculture dans les cantons, résultats des comptes régionaux 2005*, Neuchâtel 2006.

Office statistique des communautés européenne (Eurostat), *Système européen des comptes, SEC 1995*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg 1996.

Organisation des Nations Unies, Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Commission des Communautés européennes, *Système de comptabilité nationale 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington DC 1993.

Union suisse des paysans, *Statistiques et évaluations concernant l'agriculture et l'alimentation 2005*, Brugg 2006.

Liens

Office fédéral de la statistique, portail: www.statistique.admin.ch

Office fédéral de la statistique, bases de données agricoles: www.agr.bfs.admin.ch

Eurostat, portail: <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

<i>Moyen de diffusion</i>	<i>N° à composer</i>
Service de renseignements individuels	032 713 60 11 info@bfs.admin.ch
L'OFS sur Internet	www.statistique.admin.ch
Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents	www.news-stat.admin.ch
Publications: information approfondie (certaines sont disponibles sur disquette/CD-Rom)	032 713 60 60 order@bfs.admin.ch
Banque de données (accessible en ligne)	032 713 60 86 www.statweb.admin.ch

Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse www.statistique.admin.ch → Services → Les publications de Statistique suisse.

Agriculture et sylviculture

Pour obtenir des informations relatives au secteur primaire, vous pouvez vous adresser au service d'information de la section «environnement, développement durable, agriculture», qui est en contact avec des spécialistes des différents domaines.

Pour atteindre ce service, composez le:

Tél.: 032 713 63 78 ou 032 713 61 00

Mail: agr@bfs.admin.ch

Le domaine agriculture et sylviculture offre une large palette d'informations dans le cadre du portail statistique de l'Office fédéral de la statistique:

www.bfs.admin.ch → Thèmes → Agriculture, sylviculture

Aux utilisateurs réguliers des données statistiques du secteur primaire, nous recommandons d'utiliser les tableaux thématiques proposés à l'adresse suivante:

www.agr.bfs.admin.ch

Le secteur primaire suisse se trouve à la croisée d'un faisceau d'enjeux qui concernent non seulement quelques dizaines de milliers d'entreprises agricoles, sylvicoles et piscicoles, mais également des branches économiques en amont et en aval de ces activités, l'environnement et enfin la population suisse en général.

Quelle est la part du secteur primaire à l'économie suisse? Comment ont évolué les processus de production, la genèse de valeur ajoutée, l'emploi des facteurs de production, le patrimoine productif, le soutien public ou encore le revenu primaire issu des activités agricoles, sylvicoles et piscicoles?

Et de quoi l'année agricole 2006 sera-t-elle faite, selon les premières estimations?

La présente publication apporte des éléments de réponses à ces questions et à bien d'autres encore, mettant en perspective les réalités et les performances économiques de ce secteur au cours des quinze dernières années. Elle se base sur les principaux résultats tirés du système des comptes économiques et satellites du secteur primaire, qui est introduit par étapes par l'Office fédéral de la statistique depuis 2003.

N° de commande

827-0500

Commandes

Tél.: 032 713 60 60

Fax: 032 713 60 61

E-mail: order@bfs.admin.ch

Prix

9 francs (TVA excl.)

ISBN 3-303-07073-3